

# 2020 Taxes and Policy Survey

## Contents

<b>1</b>	<b>Impôt sur le revenu</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Impôt sur la fortune</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>Droits de succession</b>	<b>10</b>
<b>4</b>	<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)</b>	<b>15</b>
<b>5</b>	<b>Impôt sur les sociétés</b>	<b>18</b>
<b>6</b>	<b>Éducation</b>	<b>21</b>
<b>7</b>	<b>Questions Générales</b>	<b>25</b>

## List of Tables

1	Connaissance de l'impôt sur le revenu . . . . .	4
2	Équité de l'impôt sur le revenu . . . . .	5
3	Connaissance du nouvel impôt sur la fortune . . . . .	8
4	Équité du nouvel impôt sur la fortune . . . . .	10
5	Connaissance des droits de succession . . . . .	12
6	Équité des droits de succession . . . . .	13
7	Opinions sur les politiques des des droits de succession . . . . .	14
8	Connaissance de la TVA . . . . .	16
9	Équité de la TVA . . . . .	17
10	Connaissance de l'impôt sur les sociétés (IS) . . . . .	19
11	Équité de l'impôt sur les sociétés (IS) . . . . .	20
12	L'impôt sur les sociétés suivantes devrait être augmenté . . . . .	21
13	Pourcentage des personnes nées en France en 1990 qui a obtenu: . . . . .	22
14	Équité du système éducatif français . . . . .	23
15	Opinions sur les politiques du système éducatif . . . . .	24
16	Raisons du succès et équité du système fiscal . . . . .	30
17	L'évasion fiscale est un problème chez... : . . . . .	31
18	Les taxes et impôts suivants sont plutôt ou très justes . . . . .	32
19	Considérations Générales . . . . .	33

## List of Figures

1	Parmi les classes d'actifs suivantes, à laquelle (ou auxquelles) s'applique actuellement le nouvel impôt sur la fortune? . . . . .	7
2	Quel montant de leur patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune et sur lequel ils devront payer cet impôt? . . . . .	7
3	Quelle part de l'ensemble des richesses en France est actuellement détenue par les deux groupes suivants? . . . . .	9
4	Sur quel type de possessions un impôt sur la fortune devrait-il s'appliquer? . . . . .	9
5	Je pense que des dépenses supplémentaires devraient être allouées en priorité aux: . . . . .	25
6	Les objectifs principaux que les impôts devraient servir sont: . . . . .	26
7	Progressivité du système fiscal français par rapport aux autres pays de l'Union européenne . . . . .	27

8	Quelle part de la richesse totale produite en France chaque année est prélevée sous forme d'impôts, taxes et de cotisations sociales? . . . . .	28
9	Quel impôt ou taxe génère le plus de revenus en France? . . . . .	28
10	Taux d'imposition: Perceptions vs. Réalité . . . . .	29
11	Si l'Etat augmentait ses dépenses sans s'endetter davantage, quel impôt augmenter ? . . . . .	32

## 1 Impôt sur le revenu

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'impôt sur le revenu. La Table 1 présente les connaissances et perceptions générales qu'ont les sondés de l'impôt sur le revenu (IR). La Table 2 présente les réponses des sondés sur l'équité de l'IR.

Les connaissances que présentent les sondés sur cet impôt sont relativement faibles (Table 1). L'impôt sur le revenu n'apparaît pas aux yeux des sondés comme particulièrement juste (Table 2).

Afin d'évaluer les connaissances des sondés sur l'impôt sur le revenu nous leur avons demandé d'estimer la tranche de la part des recettes fiscales totales de l'Etat qui en proviennent: seulement 22% de l'échantillon parvient à correctement estimer cette tranche (la majorité sous-estime l'importance de cet impôt dans les recettes fiscales. De même, seulement 34% des répondants estiment correctement la tranche du pourcentage des ménages qui paient un impôt sur le revenu non nul (alors que les intervalles de réponses proposés sont relativement larges). On note par ailleurs une sous-estimation à la fois du taux marginal le plus élevé (les sondés indiquent 35.96% en moyenne, alors qu'il est de 45% , soit une différence d'environ 10 points) et du seuil au-delà duquel s'applique le taux le plus élevé (l'estimation moyenne de l'échantillon est de 88 730€. Par ailleurs les deux tiers des sondés indiquant un seuil d'au maximum 50 000€<sup>1</sup>. Le véritable seuil est de 157 807€. Nous avons par ailleurs évalué la perception d'un éventuel 'effet Laffer' parmi les sondés, i.e l'effet d'une baisse d'impôts sur le recettes fiscales (et donc sur le déficit public), différencié par catégorie de revenus (hauts revenus, classe moyenne). Lorsqu'un éventuelle baisse des impôts concerne les ménages à hauts revenus, 54% des répondants pensent que le déficit public augmenterait. Cette proportion descend à 35% lorsqu'on pose la même question au sujet des ménages de classe moyenne. Les sondés semblent estimer ainsi qu'une baisse de la pression fiscale serait plus favorable aux finances publiques si elle était ciblée sur les classes moyennes que sur les hauts revenus. Par ailleurs, seulement 31% sondés pensent qu'une hausse de l'impôt sur le revenu des individus à hauts revenus aurait un impact positif sur l'activité économique en France. On observe une certaine homogénéité des réponses à travers les différentes catégories de sondés (sexe, âge, tendance politique, niveau de revenus, niveau d'éducation). Sur la connaissance *stricto sensu* de l'IR, on relève une différence de connaissance par classe d'âge: on note ainsi un taux de bonnes réponses plus élevé pour la classe d'âge 50-69 ans.

On observe également (et logiquement) un effet de l'affiliation politique sur les perceptions des répondants. Par exemple, nous interrogeons l'échantillon sur le meilleur moyen de réduire les inégalités de revenus (le choix est entre "*Diminuer les impôts sur les individus riches et les entreprises afin d'encourager l'investissement en faveur de la croissance économique*" et "*Augmenter les impôts sur les individus riches et les entreprises afin de développer des politiques publiques en faveur des plus pauvres*"). Les électeurs Mélenchon-Hamon (de l'élection présidentielle 2017) sont ainsi les plus nombreux (68%) à favoriser une augmentation des impôts pour réduire les inégalités de revenus, suivi par les électeurs Le Pen (56%), Macron (42%) et Fillon (32%). La table 2 présente l'opinion des sondés au sujet de l'équité de l'IR. 73% des répondants sont "d'accord" ou "fortement d'accord" pour dire que les inégalités de revenu constituent un problème (même si on note là aussi une différenciation par affiliation politique). Une part significative de l'échantillon semble trouver le poids de l'IR trop élevé pour les classes moyennes: 52% des répondants trouvent que les ménages de la classe moyenne paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur le revenu. En revanche, les sondés ne sont plus que 18% à trouver que les ménages aisés paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur le revenu. Lorsqu'on interroge les sondés sur la nécessité d'élargir ou d'alourdir l'IR, 41% de l'échantillon pensent que les personnes les plus pauvres devraient payer l'IR et 47% sont favorables ou

<sup>1</sup>Cette dernière statistique n'étant pas directement visible sur les graphiques. Bien que la plupart des données mentionnées soient visibles dans les différentes tables et graphiques, nous incluons parfois certaines statistiques qui ne le sont pas afin d'éclairer les résultats

très favorables à une augmentation de l'impôt sur le revenu pour les personnes ayant des revenus élevés. Dans les deux cas, les sondés ainsi très divisés concernant une éventuelle hausse de l'impôt sur le revenu (aussi bien pour les revenus faibles qu'élevés). Sans surprise, il existe des divergences, parfois importantes, en fonction de l'affinité politiques des sondés, les écarts étant souvent les plus importants entre les électeurs Mélenchon-Hamon et Fillon.

TABLE 1: CONNAISSANCE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

	% des recettes fiscales totales provenant de l'impôt sur le revenu (1)	% de ménages qui paient impôt sur le revenu non nul (2)	Taux marginal d'impôt sur le revenu le plus élevé (3)	Seuil du revenu annuel pour appliquer le taux maximal (4)	↓ impôt sur hauts revenus ↑ déficit public (5)	↓ impôt sur classe moyenne ↑ déficit public (6)	↑ impôt sur riches et entreprises pour ↓ inégalités de revenus (7)	↑ impôt sur hauts revenus aurait un impact positif sur l'économie (8)
Femme	-0.02 (0.02)	-0.00 (0.03)	-1.38 (1.14)	-2020.55 (8071.64)	-0.05* (0.03)	-0.03 (0.03)	0.06** (0.03)	0.05** (0.02)
Age 30-49	-0.00 (0.03)	0.04 (0.04)	1.55 (1.59)	-6767.02 (11229.39)	-0.03 (0.04)	-0.11*** (0.04)	0.07* (0.04)	0.07* (0.03)
Age 50-69	0.00 (0.03)	0.19*** (0.04)	7.67*** (1.72)	21880.73* (12183.60)	-0.06 (0.04)	-0.24*** (0.04)	0.13*** (0.04)	0.10*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.00 (0.03)	0.03 (0.03)	1.39 (1.39)	5421.39 (9877.89)	-0.00 (0.03)	-0.04 (0.03)	0.04 (0.03)	0.05* (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.01 (0.03)	0.07* (0.04)	2.26 (1.69)	36641.13*** (11948.67)	-0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	-0.04 (0.04)	-0.04 (0.04)
Le Pen	-0.01 (0.03)	0.06 (0.04)	-1.76 (1.69)	4151.77 (12075.98)	-0.01 (0.04)	-0.03 (0.04)	0.14*** (0.04)	0.08** (0.04)
Fillon	-0.08* (0.04)	0.05 (0.05)	0.13 (2.10)	12102.75 (14894.83)	-0.13** (0.05)	-0.01 (0.05)	-0.10** (0.05)	-0.12*** (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.03 (0.03)	0.01 (0.04)	-0.94 (1.73)	24868.06** (12272.93)	0.03 (0.04)	-0.03 (0.04)	0.26*** (0.04)	0.15*** (0.04)
Enfants	0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)	1.65 (1.24)	-5439.10 (8827.46)	0.01 (0.03)	0.01 (0.03)	-0.03 (0.03)	-0.01 (0.03)
Etudes supérieures	0.03 (0.02)	0.07*** (0.03)	2.35** (1.19)	31963.76*** (8435.93)	-0.03 (0.03)	-0.07** (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.06** (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.22	0.34	35.36	88730.96	0.54	0.35	0.54	0.31
Observations	1494	1494	1449	1494	1484	1472	1488	1483

Note: La table indique la moyenne des résultats ainsi que les variations par 5 catégories (sexe, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', Revenus faibles (moins de 20k€)', 'Macron', 'Non diplômés d'études supérieures'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3\* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

#### Lecture:

La colonne (1) se lit: "22% de l'échantillon ont indiqué correctement la fourchette dans lequel se trouve le pourcentage des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu". La catégorie 'électeurs Fillon' présente un taux de bonnes réponses de 8 points de pourcentage inférieurs à la catégorie 'électeurs Macron'

La colonne (2) se lit: "34% de l'échantillon ont indiqué correctement la fourchette dans lequel se trouve le pourcentage des foyers qui paient un impôt sur le revenu non-nul "

La colonne (3) se lit: "En moyenne, les sondés pensent que le taux marginal d'impôts sur le revenu dans la tranche marginale la plus élevée est de 35.96% "

La colonne (4) se lit: "Les sondés pensent en moyenne que le taux à partir duquel s'applique le taux marginal d'impôts sur le revenu le plus élevé est 88 730.96€"

La colonne (5) se lit: "54% de l'échantillon pensent qu'une baisse des impôts sur les hauts revenus accroîtra le déficit public "

La colonne (6) se lit: "35% de l'échantillon pensent qu'une baisse des impôts sur la classe moyenne accroîtra le déficit public "

La colonne (7) se lit: "54% de l'échantillon pensent qu'une hausse des impôts sur les foyers les plus riches et les entreprises permettrait le plus efficacement de diminuer les inégalités de revenus "

La colonne (8) se lit: " 31% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les hauts revenus aurait un impact positif sur l'activité économique en France"

TABLE 2: ÉQUITÉ DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

	Inégalité des revenus est un problème (1)	Ménages aisés paient plus que leur juste part d'impôt sur le revenu (2)	Ménages de la classe moyenne plus que leur juste part d'impôt sur le revenu (3)	Les plus pauvres devraient payer un impôt sur leurs revenus (4)	Favorable à ↑ l'impôt sur le revenu des personnes à revenu élevé (5)
Femme	0.04* (0.02)	-0.01 (0.02)	0.05* (0.03)	-0.11*** (0.03)	-0.01 (0.03)
Age 30-49	0.04 (0.03)	-0.02 (0.03)	0.10*** (0.04)	0.03 (0.04)	0.13*** (0.04)
Age 50-69	0.08** (0.04)	-0.01 (0.03)	0.18*** (0.04)	-0.04 (0.04)	0.26*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.01 (0.03)	0.02 (0.03)	0.09*** (0.03)	0.13*** (0.03)	0.09*** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.04 (0.04)	0.08*** (0.03)	0.09** (0.04)	0.18*** (0.04)	-0.02 (0.04)
Le Pen	0.01 (0.04)	0.04 (0.03)	0.11*** (0.04)	-0.04 (0.04)	0.06 (0.04)
Fillon	-0.17*** (0.04)	0.10*** (0.04)	0.13** (0.05)	0.14*** (0.05)	-0.07 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.16*** (0.04)	-0.07** (0.03)	0.11*** (0.04)	-0.17*** (0.04)	0.14*** (0.04)
Enfants	0.03 (0.03)	-0.03 (0.02)	-0.02 (0.03)	0.06** (0.03)	0.03 (0.03)
Etudes supérieures	0.00 (0.03)	0.05** (0.02)	0.02 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.04 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.73	0.18	0.52	0.41	0.47
Observations	1471	1490	1490	1489	1490

Note: Pour chaque question, une échelle de 1 à 5 était proposée (détails dans le questionnaire en fin de document) afin de permettre aux sondés d'exprimer une opinion et l'intensité de cette opinion. La table indique la moyenne des sondés ayant exprimé un soutien ou un fort soutien, ainsi que les variations par 5 catégories (sexe, âge, revenus, tendance politique, niveau d'éducation) par rapport à une catégorie de référence (au sens statistique) absente du tableau, soit respectivement 'Hommes', '17-29 ans', 'Revenus faibles (moins de 20k€)', 'Macron', 'Non diplômés d'études supérieurs'. Pour chaque catégorie est présentée l'écart-type entre parenthèses. Les étoiles indiquent la 'signification statistique', 3\* étoiles indiquant le niveau de signification le plus élevé (mathématiquement, p-value inférieure à 1%).

*Lecture:* La variable dans la colonne (1) prend la valeur 1 si le répondant déclare que l'inégalité des revenus est un problème sérieux ou très sérieux (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "pas du tout un problème" et 5 pour "problème très sérieux"). La moyenne pour la variable en (1) se lit "73% des répondants pensent que l'inégalité des revenus est un problème sérieux ou très sérieux". La catégorie 'électeurs Fillon' présente un taux de réponses "problème sérieux" ou "problème très sérieux" de 17 points de pourcentage inférieur à la catégorie 'électeurs Macron', alors que la catégorie 'électeurs Mélenchon-Hamon' présente un taux de réponses "problème sérieux" ou "problème très sérieux" de 16 points de pourcentage supérieur à la catégorie 'électeurs Macron'.

La variable en (2) prend la valeur 1 si le répondant pense que les ménages aisés paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur le revenu (sur une échelle de 1 à 5, avec 1 pour "paie bien moins que leur juste part"). La moyenne pour la variable en (2) se lit donc "18% de l'échantillon pense que les ménages aisés paient plus ou bien plus que leur juste part d'impôt sur le revenu".

La variable en (3) se lit de la même manière, pour les ménages de la classe moyenne.

La variable en (4) prend la valeur 1 si le répondant pense que les personnes les plus pauvres devraient payer un impôt sur leur revenu, 0 sinon. La moyenne pour la variable en (4) se lit donc "41% de l'échantillon pense que les ménages les plus pauvres devrait payer l'impôt sur le revenu".

La variable en (5) prend la valeur 1 si le répondant, sur une échelle de 1 à 5, exprime être favorable ou fortement favorable à une hausse de l'impôt sur le revenu des personnes ayant des revenus élevés. La moyenne pour la variable en (5) se lit "47% des répondants exprime être favorable ou fortement favorable à une hausse de l'impôt sur le revenu des personnes ayant des revenus élevés".

## 2 Impôt sur la fortune

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'impôt sur la fortune immobilière (que nous surnomons 'nouvel impôt sur la fortune' pour éviter d'introduire des biais dans les réponses) en France. Plusieurs dimensions sont étudiées. La table 3 ainsi que les figures 1, 2 et 3 présentent les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants de l'impôt sur la fortune. La table 4 expose les considérations relatives à l'équité de l'impôt sur la fortune. La figure 4 présente les types de biens sur lesquels les répondants souhaiteraient que l'impôt sur la fortune s'applique.

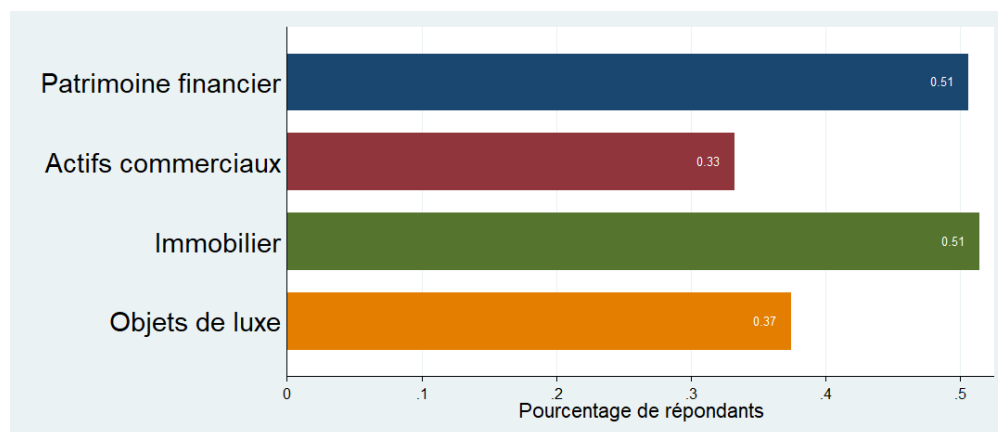
La connaissance et la compréhension que présentent les sondés de l'impôt sur la fortune sont plutôt faibles. Leurs perceptions semblent surévaluer le poids et l'impact fiscal de cet impôt. Les sondés semblent toutefois considérer cet impôt comme juste et potentiellement vecteur d'équité.

Les répondants maîtrisent mal les modalités d'applications du nouvel impôt sur la fortune. 37% d'entre eux pensent que les objets de luxe sont soumis au nouvel impôt sur la fortune et 51% pensent qu'ils s'appliquent aux actifs financiers (ce qui n'est plus le cas). Seulement 51% des répondants savent que le nouvel impôt sur la fortune s'applique à l'immobilier. Le taux le plus bas du nouvel impôt sur la fortune est très largement surestimé: il est évalué à 20.97% en moyenne par les répondants, alors qu'il n'est en fait que de 0.5%. De même, seulement 36% de l'échantillon estime correctement la tranche du seuil de revenu à partir duquel s'applique le nouvel impôt sur la fortune. En ce qui concerne la perception des sondés, on relève une large surestimation du poids du nouvel impôt sur la fortune dans le système fiscal français. Seulement 31% de l'échantillon parvient à estimer correctement la tranche des recettes fiscales totales provenant du nouvel impôt sur la fortune. De même seulement 20% de l'échantillon estime correctement la tranche de ménages concernés les sondés par ce nouvel impôt sur la fortune. Tous les autres répondants ont surestimé (parfois largement) la proportion de ménages concernés par cet impôt. Néanmoins, les sondés perçoivent cependant de manière relativement précise la part de richesses détenue par les 1% les plus riches: ils donnent une estimation moyenne de 26.8% pour une valeur réelle de 23.4%. L'estimation de la part détenue par les 50% les moins riches de la société est nettement moins précise: l'estimation moyenne de l'échantillon est de 23.3% pour une valeur réelle de 6.4%. Nous avons également cherché à évaluer la compréhension des modalités de calcul du nouvel impôt sur la fortune (notamment de l'abattement de 30% sur la résidence principale). Les résultats présentés dans la figure 2 indiquent que, pour chacun des scénarios, pas plus de 20% des sondés parviennent à estimer correctement la base taxable de l'impôt sur la fortune, mettant en évidence une méconnaissance du calcul de la base taxable.

En termes de perceptions, les inégalités de patrimoine constituent un problème aux yeux de 62% de l'échantillon. Une majorité (60%) de l'échantillon est favorable à l'existence d'un impôt sur la fortune. Les sondés semblent cependant souhaiter une évolution du périmètre des biens imposables à l'impôt sur la fortune. Ainsi, seulement 12% des répondants trouvent "juste" ou "très juste" que le patrimoine immobilier soit imposé alors que les actifs financiers ne le sont pas et 62% de l'échantillon souhaiteraient que les produits de luxe (voitures, yachts, oeuvres d'art...) soient soumis à l'impôt sur la fortune. Dans ce contexte, peu de répondants (14%) considèrent que les ménages aisés paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur la fortune. Si cela semble suggérer un soutien de la part de la part des sondés pour une hausse de l'imposition sur la fortune, il faut noter qu'ils ne sont que 30% à penser qu'une telle hausse aurait un impact positif sur l'activité économique en France.

On peut remarquer un effet positif de l'âge sur les connaissances des répondants. Le taux de réponses correctes sur la part des recettes fiscales provenant de l'impôt sur la fortune chez les 50-69 ans est de 29 points de pourcentage supérieur au taux de bonne réponse des 17-29 ans (qui est de 15%). On peut également noter un effet de l'affiliation politique sur certaines connaissances: le taux de bonnes réponses parmi les électeurs Fillon est de 13 points supérieurs à celui des électeurs Macron à la fois pour la part des recettes fiscales provenant de l'impôt sur la fortune et pour la part des ménages qui paient un impôt sur la fortune non nul. Le soutien à l'existence d'un impôt sur la fortune est différencié selon la tranche d'âge des sondés: seule une minorité des 17-29 ans est favorable à un impôt sur la fortune, alors que c'est le cas d'une majorité des 30-49 ans (et a fortiori des 50 - 69 ans). L'affiliation politique affecte également les réponses liées à l'équité, la proportion de personnes favorables à l'existence d'un impôt sur la fortune parmi les électeurs Le Pen et Mélenchon-Hamon est supérieure de respectivement 12 et 18 points de pourcentage à la moyenne des électeurs Macron.

FIGURE 1: PARMI LES CLASSES D'ACTIFS SUIVANTES, À LAQUELLE (OU AUXQUELLES) S'APPLIQUE ACTUELLEMENT LE NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE?

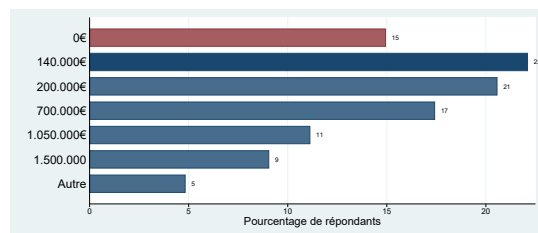


Note: Ce graphique indique pour chaque type de biens, la part des répondants qui pensent que le nouvel impôt sur la fortune s'y applique. Les sondés pouvant indiquer plusieurs réponses, la somme des barres est supérieure à 1. Le nom officiel du 'nouvel impôt sur la fortune' est 'impôt sur la fortune immobilière' et ne s'applique qu'à l'immobilier.

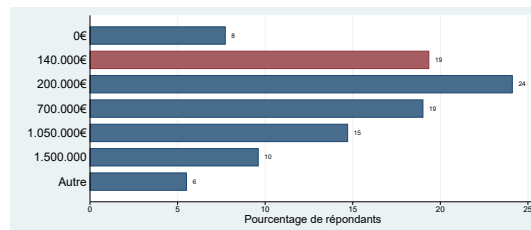
Lecture: "51% des répondants pensent que le patrimoine financier est soumis au nouvel impôt sur la fortune".

FIGURE 2: QUEL MONTANT DE LEUR PATRIMOINE IMMOBILIER SERA CONSIDÉRÉ COMME AU-DELÀ DU SEUIL D'IMPOSITION AU NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE ET SUR LEQUEL ILS DEVRONT PAYER CET IMPÔT?

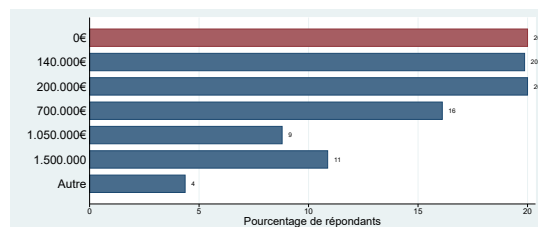
(A) RÉSIDENCE PRINCIPALE D'UNE VALEUR DE 1 500 000€



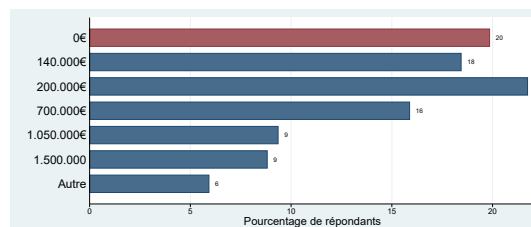
(B) RÉSIDENCE PRINCIPALE D'UNE VALEUR DE 200 000€ ET RÉSIDENCE SECONDAIRE D'UNE VALEUR DE 1 300 000€



(C) ACTIONS BOURSIÈRES D'UNE VALEUR TOTALE DE 1 500 000€



(D) RESTAURANT D'UNE VALEUR DE MARCHÉ DE 1 500 000€



Note: Nous avons demandé aux répondants quel montant du patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune (en prenant en compte les éventuels abattements) et sur lequel ils devront payer cet impôt, dans quatre scénarios différents. Les graphiques indiquent, pour chaque scénario, la part de répondant à avoir choisi les réponses proposées. La réponse correcte est indiquée en rouge. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100

Lecture: "Pour le scénario (A), 15% des répondants ont donné la bonne réponse, c'est-à-dire 0€".

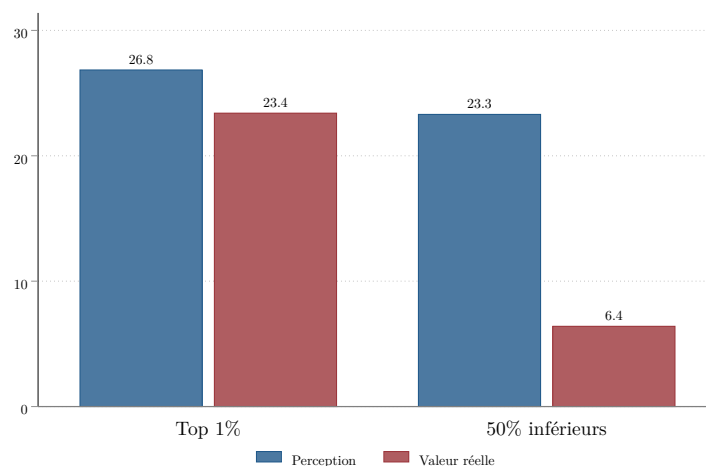
TABLE 3: CONNAISSANCE DU NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE

	% des recettes fiscales totales provenant du nouvel impôt sur la fortune (1)	% de ménages qui paient impôt sur la fortune non nul (2)	Taux le plus bas du nouvel impôt sur la fortune (3)	Seuil du revenu annuel pour appliquer l'impôt sur la fortune (4)	↑ impôt sur foyers aisés aurait un impact positif sur l'économie (5)
Femme	-0.08*** (0.02)	-0.04** (0.02)	-3.50*** (1.13)	-0.04* (0.03)	0.05** (0.02)
Age 30-49	0.14*** (0.03)	0.09*** (0.03)	-3.06* (1.58)	0.03 (0.04)	0.06* (0.03)
Age 50-69	0.29*** (0.04)	0.15*** (0.03)	-6.26*** (1.70)	0.09** (0.04)	0.07* (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.00 (0.03)	-0.44 (1.38)	0.09*** (0.03)	0.03 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.06 (0.04)	0.06* (0.03)	-0.68 (1.68)	0.15*** (0.04)	-0.04 (0.04)
Le Pen	-0.07** (0.04)	-0.02 (0.03)	1.48 (1.67)	-0.06 (0.04)	0.12*** (0.04)
Fillon	0.13*** (0.04)	0.13*** (0.04)	0.16 (2.07)	0.05 (0.05)	-0.07 (0.04)
Melenchon et Hamon	0.04 (0.04)	0.06* (0.03)	0.18 (1.71)	-0.05 (0.04)	0.21*** (0.04)
Enfants	-0.03 (0.03)	-0.02 (0.02)	2.16* (1.23)	0.00 (0.03)	-0.03 (0.03)
Etudes supérieures	0.06** (0.03)	0.04* (0.02)	-0.83 (1.18)	0.07*** (0.03)	-0.05* (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.31	0.20	20.97	0.36	0.30
Observations	1494	1494	1426	1494	1487

*Lecture:* Pour la variable de la colonne (1), les intervalles de réponses proposés étaient : moins de 5% ; 5%-10% ; 10%-20% ; 20%-30% ; 30%-40% ; plus de 40%. La réponse correcte est "moins de 5%". La moyenne pour la première colonne se lit donc "31% de l'échantillon a répondu que moins de 5% des recettes fiscales totales de l'Etat proviennent de l'impôt sur la fortune". Pour la variable en (2) les intervalles de réponses proposés étaient : moins de 1% ; 1%-10% ; 10%-25% ; 25%-50% ; 50%-75% ; plus de 75%. La réponse correcte est "moins de 1%", la moyenne pour la colonne (2) se lit "20% de l'échantillon a répondu moins de 1%". La variable en (3) est l'estimation directe des répondants du taux d'impôt sur la fortune le plus faible, le véritable taux étant de 0.5%. La moyenne pour cette colonne se lit alors "l'estimation moyenne des répondants est de 20.97% pour le taux d'impôt sur la fortune le plus bas". La variable en (4) prend la valeur 1 si le répondant a correctement estimé le seuil à partir duquel s'applique l'impôt sur la fortune parmi 5 fourchettes proposées: moins de 500k€, 500k€-1m€, 1m€-2m€, 2m€-5m€, plus de 5m€. Ce seuil étant de 1.3m€, la moyenne de la quatrième variable se lit "36% des répondants ont estimé le seuil entre 1m€et 2m€". La dernière variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant pense qu'une hausse de l'impôt sur la fortune sur les ménages aisés aurait un impact positif sur l'activité économique, 0 si elle pense que cet impact serait négatif. La moyenne pour cette variable se lit "30% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur la fortune sur les ménages aisés aurait un impact positif sur l'activité économique".

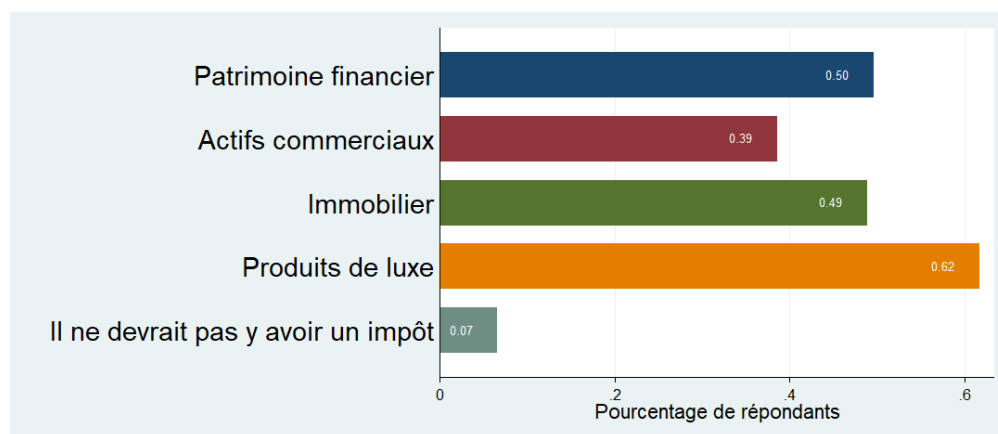


FIGURE 3: QUELLE PART DE L'ENSEMBLE DES RICHESSE EN FRANCE EST ACTUELLEMENT DÉTENUE PAR LES DEUX GROUPES SUIVANTS?



*Lecture:* Les répondants ont donné une estimation directe de la part des richesses détenue par les 1% les plus riches et les 50% les moins riches en France. Les barres bleues représentent ces estimations, on peut lire "en moyenne les répondants estiment que les 1% les plus riches en France détiennent 26.8% des richesses". Les barres rouges représentent les valeurs réellement détenues par chacun de ces groupes.

FIGURE 4: SUR QUEL TYPE DE POSSESSIONS UN IMPÔT SUR LA FORTUNE DEVRAIT-IL S'APPLIQUER?



Ce graphique indique pour chaque type de biens, la part des répondants qui pensent que le nouvel impôt devrait s'appliquer. On peut lire "39% des répondants pensent que les actifs commerciaux devraient être soumis au nouvel impôt sur la fortune". Les choix n'étant pas mutuellement exclusifs (excepté le dernier "Il ne devrait pas y avoir d'impôts sur la fortune") la somme des barres est supérieure à 1.

TABLE 4: ÉQUITÉ DU NOUVEL IMPÔT SUR LA FORTUNE

	Inégalités de patrimoine sont un problème (1)	Ménages aisés paient plus que leur juste part d'impôt sur la fortune (2)	Favorable à l'existence d'un impôt sur la fortune (3)	Valeur du patrimoine pour l'application de l'impôt sur la fortune (4)	Juste que le patrimoine immobilier soit imposé mais les actifs financiers ne le soient pas (5)
Femme	-0.01 (0.03)	0.00 (0.02)	0.04 (0.03)	-233140.81** (115195.83)	-0.05*** (0.02)
Age 30-49	0.02 (0.04)	-0.05** (0.03)	0.15*** (0.04)	-625547.76*** (160262.24)	-0.07*** (0.02)
Age 50-69	-0.02 (0.04)	-0.09*** (0.03)	0.26*** (0.04)	-1034967.65*** (173880.49)	-0.09*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	-0.00 (0.03)	0.02 (0.02)	0.10*** (0.03)	-388210.28*** (140974.11)	0.03 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.01 (0.04)	0.05* (0.03)	0.02 (0.04)	50930.82 (170527.62)	0.03 (0.03)
Le Pen	-0.03 (0.04)	0.05* (0.03)	0.12*** (0.04)	-424213.63** (172344.55)	0.00 (0.03)
Fillon	-0.18*** (0.05)	0.11*** (0.03)	-0.10** (0.05)	373784.60* (212574.27)	0.03 (0.03)
Melenchon et Hamon	0.09** (0.04)	-0.05* (0.03)	0.18*** (0.04)	-714878.52*** (175155.36)	-0.07** (0.03)
Enfants	0.03 (0.03)	-0.03 (0.02)	0.00 (0.03)	-130962.87 (125982.68)	0.00 (0.02)
Etudes supérieures	-0.03 (0.03)	0.01 (0.02)	-0.05* (0.03)	253588.58** (120394.89)	0.03 (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.62	0.14	0.60	2620645.23	0.12
Observations	1476	1490	1489	1494	1491

*Lecture:* La première variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant déclare que les inégalités de patrimoine sont un problème sérieux ou très sérieux (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "pas du tout un problème" et 5 pour "problème très sérieux"). La moyenne pour la première variable se lit "62% des répondants pensent que les inégalités de patrimoine sont un problème sérieux ou très sérieux". La deuxième variable prend la valeur 1 si le répondant pense que les ménages aisés paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur la fortune (sur une échelle de 1 à 5, avec 1 pour "paie bien moins que leur juste part"). La moyenne pour la deuxième variable se lit donc "14% de l'échantillon pense que les ménages aisés paient plus ou bien plus que leur juste part d'impôt sur la fortune". La troisième variable prend la valeur 1 si le répondant, sur une échelle de 1 à 5, exprime être favorable ou fortement favorable à l'existence de l'impôt sur la fortune. La moyenne se lit alors "60% de l'échantillon est favorable ou très favorable à l'existence de l'impôt sur la fortune". La quatrième variable est le seuil à partir duquel les répondants souhaiteraient que l'impôt sur la fortune s'applique. La dernière variable prend la valeur 1 si le répondant trouve juste ou très juste (sur une échelle de 1 à 5, avec 1 pour "très injuste") que le patrimoine immobilier soit imposé mais pas les actifs financiers. La moyenne pour cette variable se lit "12% de l'échantillon pense qu'il est juste ou très juste que le patrimoine immobilier soit imposé mais pas les actifs financiers".

### 3 Droits de succession

Cette section présente nos principaux résultats concernant les droits de succession. Plusieurs dimensions sont étudiées. La table 5 indique les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants des droits de succession. La table 6 expose les considérations relatives à l'équité de cet impôt. La table 7 présente les opinions des répondants sur différentes modifications des droits de succession.

Comme pour le nouvel impôt sur la fortune, les connaissances que présentent les sondés sur les droits de succession sont plutôt faibles et leurs perceptions semblent surévaluer le poids de cet impôt dans la fiscalité française. Bien que sensibles aux inégalités liées à l'héritage, les sondés expriment paradoxalement un faible soutien pour cet impôt et semblent peu enclins à l'augmenter.

Ainsi, seulement 15% des sondés ont correctement estimé la tranche des recettes fiscales totales de l'Etat provenant des droits de succession, tous les autres l'ayant surestimée. Ils sont 26% à avoir correctement estimé la part des ménages qui paient des droits de succession non nul ainsi que la tranche du seuil à partir duquel les transmissions directes sont imposées. 43% de l'échantillon pense qu'il n'y a qu'un seul taux pour les transmissions directe, c'est-à-dire ne sait pas que les droits de succession sont un impôt progressif. Le

taux le plus bas qui s'applique pour les successions directes (de 5% dans la réalité) est largement surestimé par les répondants. L'estimation moyenne donnée par l'échantillon est de 23.07%. De manière plus générale, ces résultats semblent indiquer une connaissance imprécise, voire parfois lacunaire, des caractéristiques des droits de succession.

Les sondés paraissent soucieux des inégalités liées à l'héritage. Seulement 15% de l'échantillon trouve juste ou très juste que les enfants issus de milieux riches aient accès à de meilleures écoles, soins médicaux, quartiers que les enfants issus de milieux pauvres) mais ne semblent pas considérer les droits de successions (dont une des fonctions peut pourtant être la réduction des inégalités intergénérationnelles) comme étant un impôt juste. Ainsi, seulement 21% des répondants trouvent "juste" ou "très juste" que l'héritage de parents fortunés, qui ont beaucoup travaillé durant leur vie pour économiser pour leurs enfants, soit imposé. Même si ces parents n'ont pas travaillé dur mais ont eux-mêmes hérité, seulement 31% de l'échantillon trouve juste que cet héritage soit imposé. Ainsi, l'origine de la fortune des parents n'impacte que dans des proportions limitées la perception des droits de succession. De plus, 52% de l'échantillon pense que des parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants. Seulement 31% de l'échantillon pense que les droits de succession devraient exister. Une majorité de sondés semblent ainsi remettre en cause le principe même d'imposition de l'héritage. Seuls 25% des répondants sont favorables ou très favorables à une augmentation des droits de succession. Les répondants semblent accepter l'idée de plus de progressivité de cet impôt (54% sont favorables ou très favorables).

On peut repérer plusieurs tendances parmi les différentes catégories considérées. Le genre des répondants affecte légèrement les réponses liées aux connaissances, dans un sens comme dans l'autre. Le taux d'estimation correcte pour la part des recettes fiscales provenant des droits de succession est de 13% pour les femmes (19% chez les hommes). De même la tranche du seuil de richesse au-delà duquel s'applique les droits de succession (en transmission direct) est correctement identifié par 23% des femmes (contre 32% des hommes). En revanche, la part des femmes qui pensent que le taux d'impôt sur les successions directe est unique (ce qu'il n'est en réalité pas) est de 8 points inférieure à celle des hommes. Par ailleurs, si on prend en compte les classes d'âge, le taux de mauvaise réponse chez les 50-69 ans est inférieur de 18 points à celui des 17-29 ans. Enfin, on peut noter une certaine homogénéité des réponses sur les questions d'équité et sur les opinions relatives droits de succession, bien que, là encore, des différences existent selon l'affiliation politique. Ainsi, 37% des électeurs Macron pensent qu'il devrait y avoir un impôts sur les héritages, là où 24% des électeurs Le Pen et 25% des électeurs Fillon y sont favorables.

TABLE 5: CONNAISSANCE DES DROITS DE SUCCESSION

	% des recettes fiscales totales provenant des droits de succession (1)	% de ménages qui paient droits de succession non nul (2)	Seuil de richesse pour la transmission directe, sans impôts (3)	Il y a un taux unique (4)	Taux le plus bas qui s'applique sur successions directes (5)	↑ droits de succession aurait un impact positif sur l'économie (6)
Femme	-0.06*** (0.02)	0.01 (0.02)	-0.09*** (0.02)	-0.08*** (0.03)	-1.51 (1.07)	-0.01 (0.02)
Age 30-49	0.04 (0.03)	-0.04 (0.03)	-0.11*** (0.03)	-0.01 (0.04)	-8.20*** (1.50)	0.00 (0.02)
Age 50-69	0.06** (0.03)	-0.02 (0.04)	-0.05 (0.04)	-0.18*** (0.04)	-11.86*** (1.62)	0.00 (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.02)	0.01 (0.03)	0.07** (0.03)	-0.02 (0.03)	-2.30* (1.31)	0.01 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.03)	-0.02 (0.04)	0.12*** (0.03)	0.04 (0.04)	-1.57 (1.58)	-0.00 (0.03)
Le Pen	-0.04 (0.03)	-0.03 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.15*** (0.04)	-0.68 (1.59)	0.02 (0.03)
Fillon	0.08** (0.04)	0.04 (0.04)	-0.02 (0.04)	0.05 (0.05)	-2.57 (1.95)	-0.04 (0.03)
Melenchon et Hamon	-0.00 (0.03)	-0.05 (0.04)	-0.01 (0.04)	-0.01 (0.04)	-1.61 (1.63)	0.03 (0.03)
Enfants	-0.03 (0.02)	0.04 (0.03)	0.04 (0.03)	0.02 (0.03)	4.21*** (1.17)	-0.02 (0.02)
Etudes supérieures	-0.00 (0.02)	0.00 (0.03)	0.04* (0.02)	-0.01 (0.03)	-3.67*** (1.12)	-0.01 (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.15	0.26	0.26	0.43	23.07	0.12
Observations	1494	1494	1494	1483	1454	1488

*Lecture:* Les deux premières variables dépendantes prennent la valeur 1 si le répondant a correctement estimé la fourchette du pourcentage, 0 sinon. Pour la première variable dépendante les fourchettes proposées étaient : moins de 5%, 5%-10%, 10%-20%, 20%-30%, 30%-40%, plus de 40%. La moyenne pour la première colonne se lit donc "15% de l'échantillon a répondu que moins de 5% des recettes fiscales totales de l'Etat proviennent des droits de succession". Pour la deuxième variable dépendante l'échelle proposée était : moins de 1%, 1%-10%, 10%-25%, 25%-50%, 50%-75%, plus de 75%. La bonne réponse étant 15%, la moyenne pour la deuxième colonne se lit "26% de l'échantillon a répondu entre 10 et 25%". La troisième variable prend la valeur 1 si le répondant a correctement estimé le seuil au-delà duquel la transmission directe est imposable parmi 5 fourchettes proposées. La moyenne pour cette variable se lit "26% de l'échantillon a répondu que le seuil est entre 100k€ et 200k€". La variable suivante prend la valeur 1 si le répondant pense qu'il y a qu'un seul taux d'impôt sur les successions, 0 s'il pense qu'il y a plusieurs taux différents. La moyenne se lit "43% de l'échantillon pense qu'il n'y a qu'un seul taux d'impôts sur les successions". La variable suivante est l'estimation directe des répondants du taux d'impôt sur les successions le plus bas, le véritable taux étant de 5%. La dernière variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant pense qu'une hausse de l'impôt sur les successions sur les ménages aisés aurait un impact positif sur l'activité économique, 0 si elle pense que cet impact serait négatif. La moyenne pour cette variable se lit "30% de l'échantillon pense qu'une hausse des droits de succession aurait un impact positif sur l'activité économique".

TABLE 6: ÉQUITÉ DES DROITS DE SUCCESSION

	Juste que l'héritage de parents fortunés, qui ont beaucoup travaillé, soit imposé (1)	Juste que l'héritage de parents fortunés, qui ont eux-même hérité soit imposé (2)	Juste que les enfants riches aient accès à de meilleures facilités par rapport aux enfants pauvres (3)	Les parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants (4)
Femme	-0.04* (0.02)	-0.05** (0.03)	-0.05** (0.02)	0.04 (0.03)
Age 30-49	0.00 (0.03)	-0.03 (0.04)	-0.11*** (0.03)	0.02 (0.04)
Age 50-69	0.06* (0.03)	0.06 (0.04)	-0.15*** (0.03)	-0.09** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.03 (0.03)	0.03 (0.03)	-0.01 (0.02)	0.05 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.06* (0.03)	0.05 (0.04)	-0.00 (0.03)	0.05 (0.04)
Le Pen	-0.08** (0.03)	-0.08** (0.04)	0.03 (0.03)	0.04 (0.04)
Fillon	0.00 (0.04)	-0.02 (0.05)	0.02 (0.04)	0.13** (0.05)
Melenchon et Hamon	0.04 (0.03)	0.01 (0.04)	-0.09*** (0.03)	-0.04 (0.04)
Enfants	-0.02 (0.02)	0.01 (0.03)	0.05** (0.02)	0.03 (0.03)
Etudes supérieures	-0.01 (0.02)	0.01 (0.03)	0.01 (0.02)	0.06** (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.21	0.31	0.15	0.52
Observations	1492	1484	1487	1480

*Lecture:* Les trois premières variables prennent la valeur 1 si le répondant trouve juste ou très juste (sur une échelle de 1 à 5, avec 1 pour "très injuste") l'assertion proposée. La moyenne pour la première variable se lit "21% de l'échantillon trouve juste ou très juste que l'héritage de parents fortunés qui ont beaucoup travaillé et épargné pour leurs enfants soient soumis aux droits de succession". Pour la deuxième variable la moyenne se lit "31% de l'échantillon trouve juste ou très juste que l'héritage de parents fortunés qui ont eux-mêmes hérité soit soumis aux droits de succession". La dernière variable prend la valeur 1 si le répondant pense que les parents riches devraient être autorisés à transmettre tout leur patrimoine à leurs enfants, 0 s'il pense qu'ils ne devraient pas y être autorisés.

TABLE 7: OPINIONS SUR LES POLITIQUES DES DES DROITS DE SUCCESSION

	Favorable à ↑ des droits de succession (1)	Les droits de succession devraient être rendus plus progressifs (2)	Taxe sur l'héritage devrait exister (3)	Montant de biens chaque parent devrait pouvoir transmettre sans payer d'impôts (4)
Femme	-0.07*** (0.02)	-0.00 (0.03)	-0.17*** (0.03)	114442.34*** (21972.43)
Age 30-49	-0.03 (0.03)	0.07* (0.04)	-0.04 (0.04)	52859.04* (30568.38)
Age 50-69	0.02 (0.04)	0.28*** (0.04)	-0.03 (0.04)	105465.16*** (33165.93)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.13*** (0.03)	-0.04 (0.03)	41392.18 (26889.37)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.01 (0.03)	0.05 (0.04)	0.01 (0.04)	7882.62 (32526.40)
Le Pen	-0.10*** (0.04)	-0.07* (0.04)	-0.13*** (0.04)	75878.55** (32872.96)
Fillon	-0.10** (0.04)	-0.15*** (0.05)	-0.12*** (0.05)	72446.66* (40546.37)
Melenchon et Hamon	0.01 (0.04)	-0.00 (0.04)	0.00 (0.04)	-22471.09 (33409.09)
Enfants	0.04 (0.03)	0.03 (0.03)	0.06** (0.03)	-50728.84** (24029.91)
Etudes supérieures	-0.04 (0.02)	-0.00 (0.03)	0.00 (0.03)	17862.06 (22964.09)
Moyenne de l'échantillon	0.25	0.54	0.31	733651.63
Observations	1489	1487	1418	1494

*Lecture:* La première variable prend la valeur 1 si le répondant est favorable ou très favorable (sur une échelle de 1 à 5, avec 1 pour "très défavorable" à une hausse des droits de succession) et 0 sinon. La moyenne pour cette variable se lit "25% de l'échantillon est favorable ou très favorable à une hausse des droits de succession". La deuxième variable prend la valeur 1 si le répondant exprime être d'accord ou fortement d'accord avec la proposition (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour un fort désaccord). La moyenne se lit "54% de l'échantillon est d'accord ou fortement d'accord pour que les droits de succession soient rendus plus progressifs". La troisième variable prend la valeur 1 si le répondant pense que l'impôt sur les successions devrait exister, 0 s'il ne devrait pas. La moyenne se lit "31% des répondants pensent que la taxe sur l'héritage ne devrait pas exister". La dernière variable est le montant que, idéalement pour le répondant, chaque parent devrait pouvoir transmettre sans payer d'impôts.

## 4 Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)

Cette section présente nos principaux résultats concernant la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée). Plusieurs dimensions sont étudiées : la table 8 établit les résultats sur les connaissances et perceptions qu'on les répondants de cette taxe. La table 9 expose les considérations relatives à l'équité de la TVA.

Les sondés présentent un degré de connaissances et de compréhension de la TVA relativement plus élevé que pour les autres impôts. La TVA semble peser un poids important dans le quotidien des répondants mais ne leur apparaît pas comme étant un impôt juste.

Seulement 20% des répondants ont correctement estimé la tranche des recettes fiscales totales provenant de la TVA. La plupart des répondants ont indiqué une part de TVA dans les recettes fiscales inférieure à la réalité, ce qui semble montrer une sous-estimation du poids de la TVA dans le système fiscal français. Cependant, les répondants connaissent assez précisément le taux normal de la TVA, l'estimation moyenne donnée par les répondants est de 20.72%, le véritable taux étant de 20%. Cette précision peut en partie s'expliquer par le fait que presque la moitié de l'échantillon (45%) déclare penser "souvent" ou "systématiquement" à la TVA lors de leurs achats. Les sondés sont conscients, bien qu'à des degrés divers, de la présence et du poids de la TVA dans leur vie quotidienne (mais beaucoup moins des les comptes publics).

En termes d'équité, seulement 19% des répondants pensent que la TVA est un impôt "juste" ou "très juste", bien qu'ils ne soient paradoxalement que 18% à estimer que les personnes à faibles revenus paient une part plus élevée de leurs revenus en TVA.

11% des sondés pensent qu'une augmentation de la TVA aurait un impact positif sur l'activité économique (27% pense que cela n'aurait pas d'impact, 62% pense que cela aurait un impact négatif).

L'âge des répondants affecte certaines réponses. Par exemple, la connaissance du poids de la TVA dans les recettes fiscales et de l'État semble augmenter avec l'âge: le taux de bonne réponse à cette question chez les 50-69 ans est de 29%, un chiffre relativement faible, mais qui demeure plus élevé que chez les 30-49 ans (20%) et *a fortiori* chez les 17-29 ans (10%).

TABLE 8: CONNAISSANCE DE LA TVA

	% des recettes fiscales totales provenant des la TVA (1)	Taux de TVA normal (2)	Faibles revenus paient une part plus élevée en TVA (3)	↑ TVA aurait un impact positif sur l'économie (4)
Femme	-0.02 (0.02)	-1.60** (0.79)	-0.03 (0.02)	0.00 (0.02)
Age 30-49	0.09*** (0.03)	-5.84*** (1.11)	0.03 (0.03)	-0.08*** (0.02)
Age 50-69	0.19*** (0.03)	-7.15*** (1.20)	0.10*** (0.03)	-0.10*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.04 (0.03)	-1.58 (0.97)	0.02 (0.03)	-0.01 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.03)	-0.12 (1.18)	0.02 (0.03)	-0.03 (0.03)
Le Pen	-0.01 (0.03)	-0.07 (1.18)	-0.01 (0.03)	-0.00 (0.03)
Fillon	0.11*** (0.04)	-0.72 (1.45)	0.03 (0.04)	0.01 (0.03)
Melenchon et Hamon	0.00 (0.03)	-0.47 (1.21)	0.04 (0.03)	-0.02 (0.03)
Enfants	-0.05** (0.02)	1.68* (0.87)	-0.03 (0.02)	0.04** (0.02)
Etudes supérieures	0.06*** (0.02)	-1.45* (0.83)	0.09*** (0.02)	0.01 (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.20	20.72	0.18	0.11
Observations	1494	1454	1489	1488

*Lecture:* La première variable prend la valeur 1 si le répondant a correctement estimé la fourchette du pourcentage, 0 sinon. Pour la première variable dépendante les fourchettes proposées étaient : moins de 5%, 5%-10%, 10%-20%, 20%-30%, 30%-40%, plus de 40%. La moyenne pour la première colonne se lit donc 15% de l'échantillon a répondu "plus de 40% des recettes fiscales totales de l'Etat proviennent de la TVA". La deuxième variable est l'estimation directe des répondants du taux normal de TVA. Pour la troisième variable, le répondant devrait indiquer s'il pensait que les personnes à faibles revenus paient une part plus faible, identique ou plus élevée de leur revenu en TVA. La variable prend la valeur 1 si le répondant a indiqué "plus élevée", 0 sinon. La moyenne pour la troisième variable se lit "18% de l'échantillon pense que les personnes à faibles revenus paient une part plus élevée de leur revenu en TVA. La dernière variable prend la valeur 1 si le répondant pense qu'une hausse de la TVA aurait un impact positif sur l'activité économique, 0 s'il pense cet impact négatif. La moyenne se lit "11% des répondants pensent qu'une hausse de la TVA aurait un impact positif sur l'activité économique".



TABLE 9: ÉQUITÉ DE LA TVA

	Conscient de payer la TVA (1)	La TVA est une taxe juste (2)
Femme	-0.05** (0.03)	-0.07*** (0.02)
Age 30-49	-0.02 (0.04)	-0.09*** (0.03)
Age 50-69	0.04 (0.04)	-0.11*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	-0.01 (0.03)	0.04 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.00 (0.04)	0.11*** (0.03)
Le Pen	0.09** (0.04)	-0.01 (0.03)
Fillon	0.16*** (0.05)	0.13*** (0.04)
Melenchon et Hamon	0.10** (0.04)	-0.02 (0.03)
Enfants	-0.00 (0.03)	0.04* (0.02)
Etudes supérieures	-0.01 (0.03)	0.04* (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.45	0.19
Observations	1490	1488

*Lecture:* La première variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant déclare penser à la TVA à la plupart de ses achats ou à chaque achat, les deux autres possibilités étant "jamais" ou "pour quelques achats". La moyenne pour cette variable se lit "45% de l'échantillon pense à la TVA à la plupart ou à chaque achat". La deuxième variable prend la valeur 1 si le répondant trouve que la TVA est une taxe "juste" ou "très juste" (sur une échelle de 1 à 5, avec 1 pour "très injuste"). La moyenne pour cette variable se lit "19% de l'échantillon considère que la TVA est une taxe "juste" ou "très juste".

## 5 Impôt sur les sociétés

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'impôt sur les sociétés. Plusieurs dimensions sont étudiées, la table 10 présente les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants de cet impôt. La table 11 expose les considérations relatives à l'équité de l'impôt sur les sociétés. La table 12 présente les opinions des répondants sur des hausses de l'impôt sur les sociétés.

Les connaissances des répondants sur cet impôt sont relativement meilleures que pour les autres impôts. Ils ne considèrent généralement pas qu'une augmentation de cet impôt serait bénéfique pour l'activité économique. Leur position en matière d'équité est dépendante de la nature de l'entreprise auquel s'applique l'impôt. Il en va de même pour leur position sur une éventuelle hausse de cet impôt. Ces résultats suggèrent un certain support pour une fiscalité différenciée selon le type d'entreprise, avec notamment une charge plus légère pour les PME.

Bien que seulement 33% des répondants ont correctement estimé la tranche des recettes fiscales totales qui proviennent de l'impôt sur les sociétés, les sondés ont une perception assez précise du taux d'impôt sur les sociétés, leur estimation moyenne est de 25.24%, le véritable taux étant de 31% actuellement et sera de 25% en 2022. Les répondants sont minoritaires à penser qu'une hausse de cet impôt aurait un effet bénéfique sur l'activité économique, bien que leurs perceptions dépendent de certaines caractéristiques de l'entreprise considérée. Ainsi, seulement 10% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'impôt sur les PME aurait un effet positif sur l'activité économique, une proportion qui monte à 22% pour les grands groupes, et 34% sur les entreprises étrangères implantées en France. On relève également de très fortes différences d'opinion des sondés quant à l'équité de l'imposition des entreprises: si seulement 14% des répondants pensent que les grandes entreprises françaises et en France paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt (et 11% lorsqu'on considère les entreprises étrangères installées en France), ce chiffre monte à 42% de l'échantillon lorsque la même question est posée au sujet des PME. De manière cohérente, les répondants ne sont que 11% à penser que les impôts sur les PME devraient être augmentés, 33% à penser que les impôts sur les grandes entreprises devraient être augmentés. Cette part monte à 57% lorsqu'il s'agit des entreprises étrangères installées en France. Il peut notamment être intéressant de relier le sentiment d'injustice fiscale à l'égard des groupes étrangers aux travaux en cours au sein de l'OCDE sur la taxation des multinationales (Piliers 1 et 2, cf. rapport principal) Enfin, les réponses sont assez homogènes parmi les différents groupes de répondants.

TABLE 10: CONNAISSANCE DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)

	% des recettes fiscales totales provenant de l'impôt sur les sociétés (1)	Taux d'impôt sur les sociétés (2)	↑ IS sur grandes entreprises aurait un impact positif sur l'économie (3)	↑ IS sur les PME aurait un impact positif sur l'économie (4)	↑ IS sur les entreprises étrangères aurait un impact positif sur l'économie (5)
Femme	-0.01 (0.03)	-1.30 (0.91)	0.06*** (0.02)	-0.01 (0.02)	0.07*** (0.03)
Age 30-49	0.02 (0.04)	-5.86*** (1.29)	-0.00 (0.03)	-0.02 (0.02)	0.02 (0.04)
Age 50-69	0.02 (0.04)	-4.81*** (1.38)	0.01 (0.03)	-0.06** (0.02)	0.10*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.07** (0.03)	-0.55 (1.12)	0.05* (0.03)	0.00 (0.02)	0.07** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.05 (0.04)	1.82 (1.36)	0.01 (0.03)	-0.02 (0.02)	-0.01 (0.04)
Le Pen	-0.04 (0.04)	0.44 (1.35)	0.03 (0.03)	0.02 (0.02)	0.07* (0.04)
Fillon	0.02 (0.05)	1.56 (1.68)	-0.04 (0.04)	-0.01 (0.03)	-0.03 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.02 (0.04)	0.17 (1.39)	0.11*** (0.03)	0.02 (0.02)	0.08** (0.04)
Enfants	-0.02 (0.03)	0.45 (1.00)	-0.02 (0.02)	0.01 (0.02)	-0.00 (0.03)
Etudes supérieures	0.01 (0.03)	-0.49 (0.96)	-0.03 (0.02)	-0.00 (0.02)	0.01 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.33	25.24	0.22	0.10	0.34
Observations	1494	1423	1488	1488	1485

*Lecture:* La première variable prend la valeur 1 si le répondant a correctement estimé la fourchette du pourcentage, 0 sinon. Pour la première variable dépendante les fourchettes proposées étaient : moins de 5%, 5%-10%, 10%-20%, 20%-30%, 30%-40%, plus de 40%. La moyenne pour la première colonne se lit donc "33% de l'échantillon a répondu "entre 10 et 20% des recettes fiscales totales de l'Etat proviennent de l'impôt sur les sociétés". La deuxième variable est l'estimation directe des répondants du taux d'impôts sur les sociétés. Les trois dernières variables prennent la valeur 1 si le répondant pense qu'une hausse de l'IS sur chaque type d'entreprise proposé aurait un impact positif sur l'activité économique, 0 s'il pense que cela n'aurait pas d'impact ou un impact négatif. La moyenne pour la troisième variable se lit "22% de l'échantillon pense qu'une hausse de l'IS sur les grandes entreprises aurait un impact positif sur l'économie".

TABLE 11: ÉQUITÉ DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)

	Grandes entreprises françaises (1)	Entreprises étrangères implantées en France (2)	Petites et moyennes entreprises (PME) françaises (3)
Femme	0.03 (0.02)	-0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)
Age 30-49	-0.06** (0.03)	-0.14*** (0.02)	-0.02 (0.04)
Age 50-69	-0.07** (0.03)	-0.18*** (0.03)	0.07* (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	-0.01 (0.02)	0.00 (0.02)	0.05 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.03)	0.04* (0.03)	0.04 (0.04)
Le Pen	0.06** (0.03)	0.04 (0.03)	0.06 (0.04)
Fillon	0.06* (0.03)	-0.00 (0.03)	0.14*** (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.03 (0.03)	0.03 (0.03)	0.08** (0.04)
Enfants	-0.00 (0.02)	0.02 (0.02)	-0.04 (0.03)
Etudes supérieures	0.04** (0.02)	0.02 (0.02)	0.01 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.14	0.11	0.42
Observations	1485	1483	1483

*Lecture:* Les trois variables dépendantes prennent la valeur 1 si le répondant pense que les entreprises en question paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur les sociétés (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "bien moins que leur juste part"). La moyenne pour la première variable se lit donc "14% de l'échantillon pense que les grandes entreprises françaises paient "plus" ou "bien plus" que leur juste part d'impôt sur les sociétés".

TABLE 12: L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS SUIVANTES DEVRAIT ÊTRE AUGMENTÉ

	Grandes entreprises françaises (1)	Entreprises étrangères implantées en France (2)	Petites et moyennes entreprises (PME) françaises (3)	Entreprises fournissant des produits et services digitaux (4)
Femme	-0.04 (0.03)	0.04 (0.03)	-0.05*** (0.02)	-0.05** (0.02)
Age 30-49	0.06* (0.04)	0.10*** (0.04)	-0.07*** (0.02)	0.11*** (0.03)
Age 50-69	0.13*** (0.04)	0.22*** (0.04)	-0.12*** (0.02)	0.16*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.03 (0.03)	0.12*** (0.03)	-0.01 (0.02)	0.04 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.03 (0.04)	0.04 (0.04)	0.01 (0.02)	0.03 (0.04)
Le Pen	0.04 (0.04)	0.02 (0.04)	-0.04* (0.02)	-0.03 (0.04)
Fillon	-0.01 (0.05)	0.03 (0.05)	-0.03 (0.03)	0.01 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.16*** (0.04)	0.15*** (0.04)	-0.04 (0.03)	0.03 (0.04)
Enfants	-0.02 (0.03)	-0.03 (0.03)	0.03 (0.02)	-0.01 (0.03)
Etudes supérieures	-0.03 (0.03)	-0.04 (0.03)	0.00 (0.02)	0.03 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.33	0.57	0.11	0.31
Observations	1494	1494	1494	1494

*Lecture:* Les quatre variables dépendantes prennent la valeur 1 si le répondant pense que l'impôt sur les entreprises en question devrait être augmenté ou fortement augmenté (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "fortement diminué"). La moyenne pour la première variable se lit "33% de l'échantillon pense que l'IS pour les grandes entreprises françaises devrait être augmenté ou fortement augmenté".

## 6 Éducation

Cette section présente nos principaux résultats concernant l'éducation. Plusieurs dimensions sont étudiées. La table 13 établit les résultats sur les connaissances et perceptions qu'ont les répondants du système éducatif. La table 14 expose les considérations relatives à l'équité du système éducatif français. La table 15 et la figure 5 présentent les opinions des répondants sur politiques liées à l'éducation.

Les répondants présentent de connaissances plutôt précises du système éducatif. Ils perçoivent le système éducatif français comme relativement peu performant par rapport aux pays de l'Union Européenne. Ils sont concernés par les inégalités liées à l'éducation.

Les répondants ont estimé que 68.26% des personnes nées en 1990 ont obtenu leur baccalauréat, le véritable taux d'obtention étant de 70% pour cette année. Leur estimation moyenne pour le taux d'obtention de diplôme de l'enseignement supérieur est de 55.18%, le véritable taux étant de 47% . Ces estimations démontrent une perception assez précise du niveau général de qualifications de la population.

Seulement 10% de l'échantillon pense que les performances académiques des étudiants français sont supérieures à celles des autres pays de l'UE (par contraste environ les deux tiers des répondants considèrent que les étudiants français ont des performances similaires au autres pays de l'UE, et environ un quart qu'ils ont des performances inférieures).

L'inégalité des chances est considérée comme un problème "sérieux" ou "très sérieux" par 71% des répondants. Seulement 31% de l'échantillon considère que tous les enfants ont accès un enseignement de qualité égale. Ils sont également 31% à considérer que des enfants ayant des parcours scolaires similaires mais provenant de milieux différents peuvent accéder à des emplois similaires. Les sondés semblent ainsi percevoir le système éducatif français comme inégalitaire. Malgré ces résultats, seule une minorité des répondants

(39%) est favorable à une augmentation des dépenses publiques dans l'enseignement scolaire. Le soutien à l'augmentation des dépenses publiques ne varie que très faiblement (37%) lorsque cette dernière est ciblée sur des zones défavorisées. De plus, seule une minorité (34%) des répondants est "favorable" ou "fortement favorable" à l'idée de prendre en compte des éléments socio-économique des candidats aux concours de l'enseignement supérieur. Lorsqu'ils doivent choisir à quel niveau d'éducation devraient être allouées des dépenses supplémentaires, 26% des répondants choisissent les écoles primaires et 22% les universités. Enfin, 59% de l'échantillon se déclare "favorable" ou "fortement favorable" aux programmes de formations en alternance, un soutien relativement important compte tenu de la relative sous-utilisation de ce type de dispositif en France par rapport à d'autres pays européens.

Les réponses sont assez homogènes parmi les différents groupes de répondants. Là encore, une différence peut être relevée selon l'affiliation politique, les électeurs Mélenchon-Hamon étant plus favorables à une hausse des dépenses publiques d'éducation que les électeurs Fillon ou Le Pen.

TABLE 13: POURCENTAGE DES PERSONNES NÉES EN FRANCE EN 1990 QUI A OBTENU:

	Diplôme du baccalauréat (1)	Diplôme d'enseignement supérieur (2)
Femme	0.32 (1.07)	1.27 (1.13)
Age 30-49	5.10*** (1.48)	3.04* (1.57)
Age 50-69	9.80*** (1.61)	0.33 (1.70)
Revenu moyen (20K€-60K€)	4.65*** (1.30)	2.24 (1.38)
Revenu élevé (plus de 60K€)	2.96* (1.58)	2.07 (1.67)
Le Pen	-0.89 (1.59)	-1.42 (1.69)
Fillon	4.06** (1.97)	-1.32 (2.09)
Melenchon et Hamon	-0.22 (1.62)	-3.50** (1.72)
Enfants	-1.15 (1.17)	-0.02 (1.24)
Etudes supérieures	2.10* (1.11)	0.43 (1.18)
Moyenne de l'échantillon	68.26	55.18
Observations	1491	1489

*Lecture:* Les deux variables dépendantes indiquent l'estimation directe des répondants, pour la part de personnes nées en France en 1990 qui ont obtenu le baccalauréat et pour la part de celles qui ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur. La moyenne pour la première variable se lit "en moyenne l'échantillon estime que 68.26% des personnes nées en France en 1990 ont obtenu le baccalauréat". Les taux exacts étant 70% et 47%.

TABLE 14: ÉQUITÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF FRANÇAIS

	Inégalité des chances un problème en France	Tous les enfants ont accès à un enseignement scolaire de qualité égale	Par rapport à l'UE les étudiants français ont performances académiques supérieures	Par rapport à l'UE, les étudiants français issus de familles pauvres ont performances académiques supérieures	Les enfants avec parcours scolaires similaires et milieux différents peuvent accéder à emplois similaires
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Femme	0.04* (0.02)	-0.01 (0.02)	-0.00 (0.02)	-0.02 (0.02)	0.02 (0.02)
Age 30-49	0.02 (0.03)	-0.04 (0.03)	-0.04* (0.02)	-0.06** (0.03)	-0.03 (0.03)
Age 50-69	0.08** (0.04)	0.03 (0.04)	-0.05** (0.02)	-0.12*** (0.03)	0.04 (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.04 (0.03)	0.00 (0.02)	0.00 (0.03)	0.06* (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.01 (0.04)	0.03 (0.04)	0.05* (0.02)	0.02 (0.03)	0.05 (0.04)
Le Pen	-0.03 (0.04)	0.02 (0.04)	-0.01 (0.02)	-0.05 (0.03)	0.03 (0.04)
Fillon	-0.20*** (0.04)	0.11** (0.05)	-0.02 (0.03)	0.04 (0.04)	0.17*** (0.05)
Melenchon et Hamon	0.13*** (0.04)	-0.07* (0.04)	0.03 (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.06 (0.04)
Enfants	0.01 (0.03)	0.06** (0.03)	-0.00 (0.02)	0.06** (0.02)	0.07*** (0.03)
Etudes supérieures	-0.02 (0.03)	0.06** (0.03)	0.02 (0.02)	0.04** (0.02)	0.05* (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.71	0.31	0.10	0.18	0.31
Observations	1480	1489	1489	1487.	1490

*Lecture:* La première variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant déclare que l'inégalité des chances est un problème sérieux ou très sérieux (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "pas du tout un problème" et 5 pour "problème très sérieux"). La moyenne pour la première variable se lit "71% des répondants pensent que l'inégalité des chances est un problème sérieux ou très sérieux en France". La deuxième variable prend la valeur 1 si le répondant exprime être d'accord ou fortement d'accord avec la proposition (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour un fort désaccord). La moyenne se lit "31% de l'échantillon est d'accord ou fortement d'accord pour dire que tous les enfants ont accès à un enseignement scolaire de qualité égale". La troisième et quatrième variable prennent la valeur 1 si le répondant pense que les performances des étudiants français en question sont meilleures que les performances moyennes des étudiants de l'union européenne. La moyenne pour la troisième variable se lit "10% de l'échantillon pense que par rapport aux étudiants de l'UE, les étudiants français ont de meilleures performances académiques". La moyenne pour la quatrième variable se lit "18% de l'échantillon pense que par rapport aux étudiants de l'UE issus de familles pauvres, les étudiants français issus de familles pauvres ont de meilleures performances académiques". La dernière variable prend la valeur 1 si le répondant exprime être d'accord ou fortement d'accord avec la proposition (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour un fort désaccord). La moyenne se lit "31% de l'échantillon est d'accord ou fortement d'accord pour dire les enfants avec des parcours scolaires similaires mais provenant de milieux économiques différents peuvent accéder à des emplois similaires".

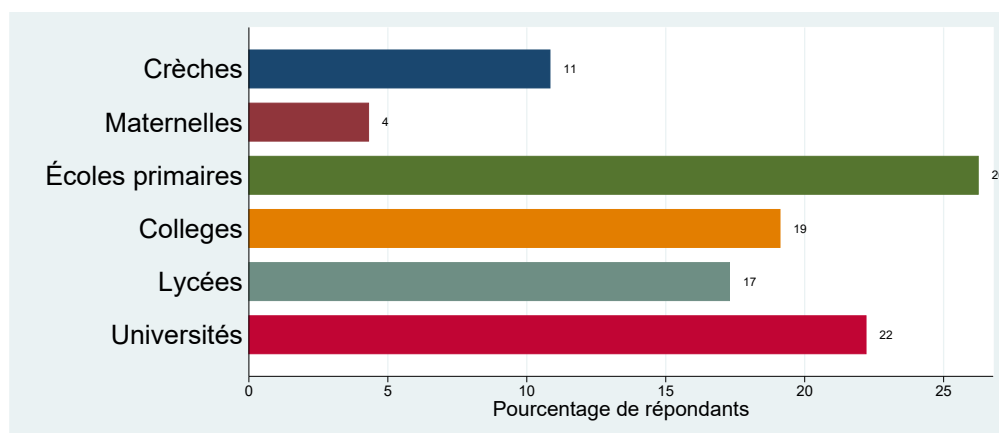
TABLE 15: OPINIONS SUR LES POLITIQUES DU SYSTÈME ÉDUCATIF

	Favorable à ↑ dépenses d'enseignement scolaire (1)	Dépenses publiques d'enseignement plus élevées dans les zones les plus pauvre (2)	Éléments socio-économique des candidats aux concours de l'enseignement supérieur devraient être pris en compte (3)	Favorable à offrir davantage de formations en alternance (4)
Femme	-0.01 (0.03)	-0.03 (0.03)	-0.02 (0.03)	0.06** (0.03)
Age 30-49	0.03 (0.04)	0.01 (0.04)	-0.04 (0.04)	0.12*** (0.04)
Age 50-69	0.08** (0.04)	0.13*** (0.04)	0.06 (0.04)	0.36*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.04 (0.03)	0.05* (0.03)	0.05 (0.03)	0.13*** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.02 (0.04)	0.01 (0.04)	0.01 (0.04)	0.04 (0.04)
Le Pen	-0.07* (0.04)	-0.10*** (0.04)	0.00 (0.04)	-0.06 (0.04)
Fillon	-0.06 (0.05)	-0.17*** (0.05)	-0.12** (0.05)	0.05 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.08** (0.04)	0.07* (0.04)	-0.00 (0.04)	0.06 (0.04)
Enfants	0.06** (0.03)	-0.00 (0.03)	0.00 (0.03)	-0.02 (0.03)
Etudes supérieures	0.05* (0.03)	0.03 (0.03)	0.01 (0.03)	0.07*** (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.39	0.37	0.34	0.59
Observations	1487	1487	1488	1484

*Lecture:* Les quatre variables dépendantes prennent la valeur 1 si le répondant indique être favorable ou très favorable avec la mesure proposée (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "très défavorable". La moyenne pour la première variable se lit "39% de l'échantillon est favorable ou très favorable à une augmentation des dépenses d'enseignements scolaires".



FIGURE 5: JE PENSE QUE DES DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES DEVRAIENT ÊTRE ALLOUÉES EN PRIORITÉ AUX:



*Lecture:* Ce graphique représente, pour chaque niveau scolaire, la part des répondants qui pensent que des dépenses supplémentaires devrait leur être alloué en priorité. On peut lire "11% des répondants pensent que des dépenses supplémentaires devraient être en priorité allouée aux crèches". Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

## 7 Questions Générales

Cette section présente nos résultats sur le système fiscal français en général. Les figures 7, 8, 9 et 10 présentent les connaissances des répondants sur le système fiscal français. Les figures 6 et 11 et la table 19 exposent les considérations des répondants relative au système fiscal. Les tables 16, 17 et 18 présentent les résultats liés aux questions d'équité du système fiscal français.

Les connaissances présentées par les répondants sur le système fiscal français dans sa généralité demeurent très hétérogènes, même si elles sont en moyenne un peu plus importantes que celles sur les impôts pris séparément. Les répondants considèrent le système fiscal français comme injuste. L'évasion fiscale semble représenter un problème important aux yeux des répondants.

54% de l'échantillon identifie correctement l'impôt qui génère le plus de recettes fiscales en France, à savoir la TVA. 38% de l'échantillon estime correctement la tranche de la richesse totale produite en France chaque année qui est prélevée sous forme d'impôts, de taxe ou de cotisations sociales. Les répondants ont conscience que la France possède des niveaux de prélèvements obligatoires (rapportés au PIB) supérieurs aux autres pays européens, même s'ils ne connaissent pas forcément la position exacte de la France: lorsqu'on demande aux sondés de 'classer' la France par rapport aux 27 autres pays de l'UE en fonction du niveau de prélèvements obligatoires, les deux tiers de l'échantillon placent la France dans les 5 pays au niveau de prélèvements obligatoires les plus élevés et un quart des sondés placent la France en première position (la réponse correcte)

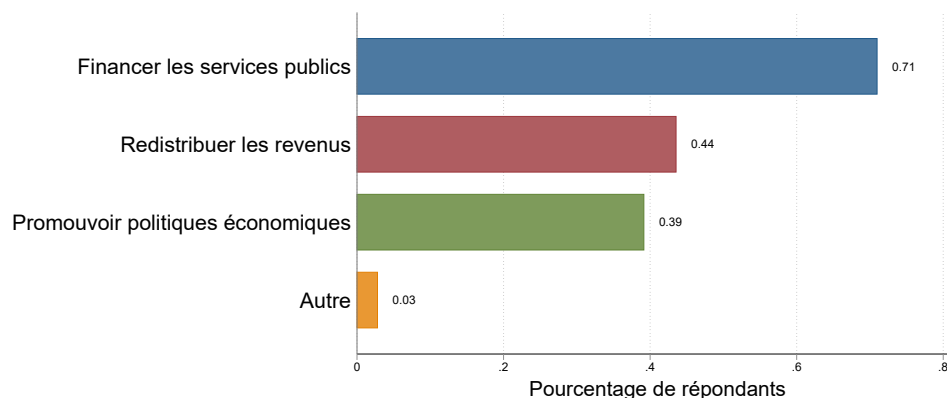
Le sentiment de justice des sondés à l'égard du système fiscale est faible. 12% des répondants considèrent que le système fiscal français est "justes" ou "très justes". 61% pensent que de nombreuses personnes reçoivent des aides publiques sans les mériter et 48% des répondants considèrent qu'ils paient trop d'impôts par rapport aux services publics dont ils bénéficient. L'impôt sur le revenu et les droits de succession rencontrent particulièrement peu d'adhésion, avec respectivement 22% et 16% des répondants qui considèrent ces impôts comme "justes" ou "très justes". Cette proportion augmente avec l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur la fortune avec respectivement 37% et 42% des répondants qui considèrent ces impôts comme "juste" ou "très juste". L'impôt sur la fortune serait l'instrument privilégié de 48% des répondants s'ils devaient financer une hausse des dépenses publiques sans augmenter la dette publique.

L'évasion fiscale apparait comme problématique aux yeux des répondants. Lorsqu'elle est du fait des per-

sonnes à haut revenus, 65% des répondants considère qu'il s'agit d'un problème "sérieux" ou "très sérieux". Si l'évasion fiscale vient d'une grande entreprise française, 62% des répondants considèrent qu'il s'agit d'un problème "sérieux" ou "très sérieux". Un résultat très proche est obtenu lorsqu'on pose la même question au sujet des entreprises étrangères implantées en France..

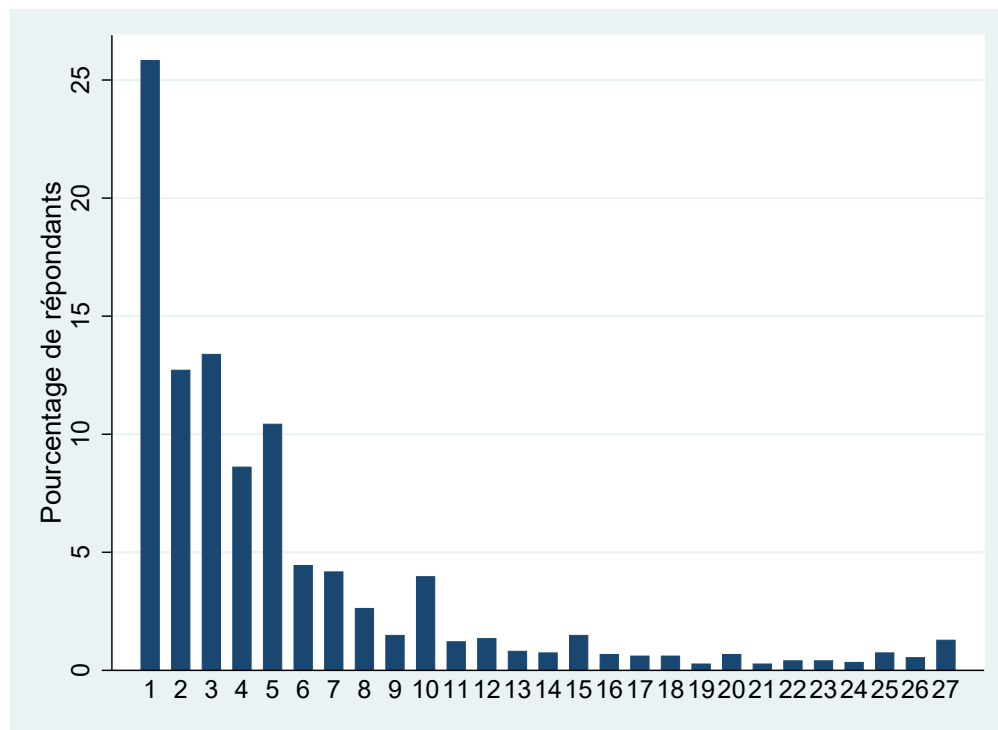
De manière générale, les répondants sont peu nombreux à exprimer s'intéresser beaucoup aux questions fiscales, 22% de l'échantillon. Ils sont 34% à penser que la politique fiscale a des effets directs importants sur leur vie. Il est possible que ce désintérêt exprimé soit une des raisons de l'imprécision des connaissances de certains impôts et mécanismes fiscaux.

FIGURE 6: LES OBJECTIFS PRINCIPAUX QUE LES IMPÔTS DEVRAIENT SERVIR SONT:



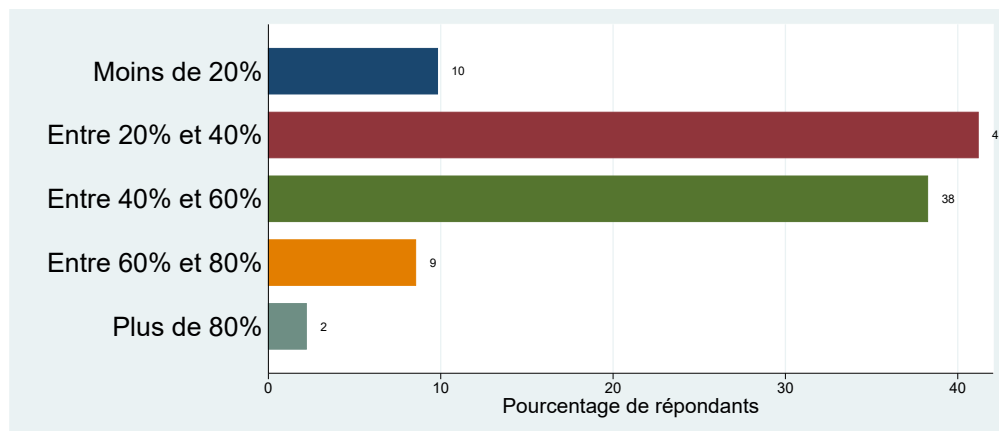
*Lecture:* Ce graphique représente, pour chaque objectif, la part des répondants qui pensent que les impôts devraient servir cet objectif en priorité. On peut lire "71% des répondants pensent que les impôts devraient servir en priorité à financer les services publics".

FIGURE 7: PROGRESSIVITÉ DU SYSTÈME FISCAL FRANÇAIS PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE



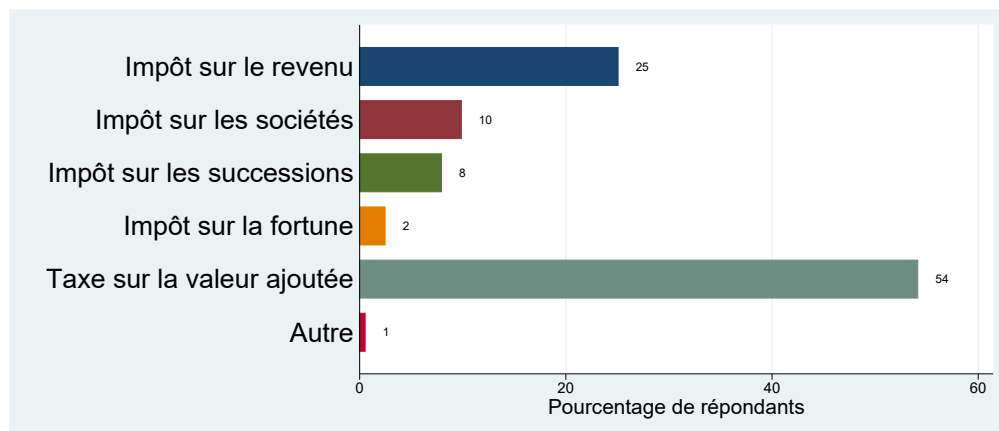
Nous avons posé la question suivante aux répondants : " Il y a 27 pays dans l'UE. Si le pays no. 1 est le pays de l'UE avec le taux le plus élevé de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales) et le pays no. 27 est le pays de l'UE avec le plus bas taux de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales), quelle est la position de la France selon vous?" Ce graphique représente, pour chaque position dans le classement, la part des répondants qui pensent que la France occupe cette position. On peut lire "plus de 25% des répondants pensent que la France est le pays de l'UE avec le taux de prélèvements obligatoires le plus élevé", ce qui est par ailleurs la bonne réponse.

FIGURE 8: QUELLE PART DE LA RICHESSE TOTALE PRODUITE EN FRANCE CHAQUE ANNÉE EST PRÉLEVÉE SOUS FORME D'IMPÔTS, TAXES ET DE COTISATIONS SOCIALES?



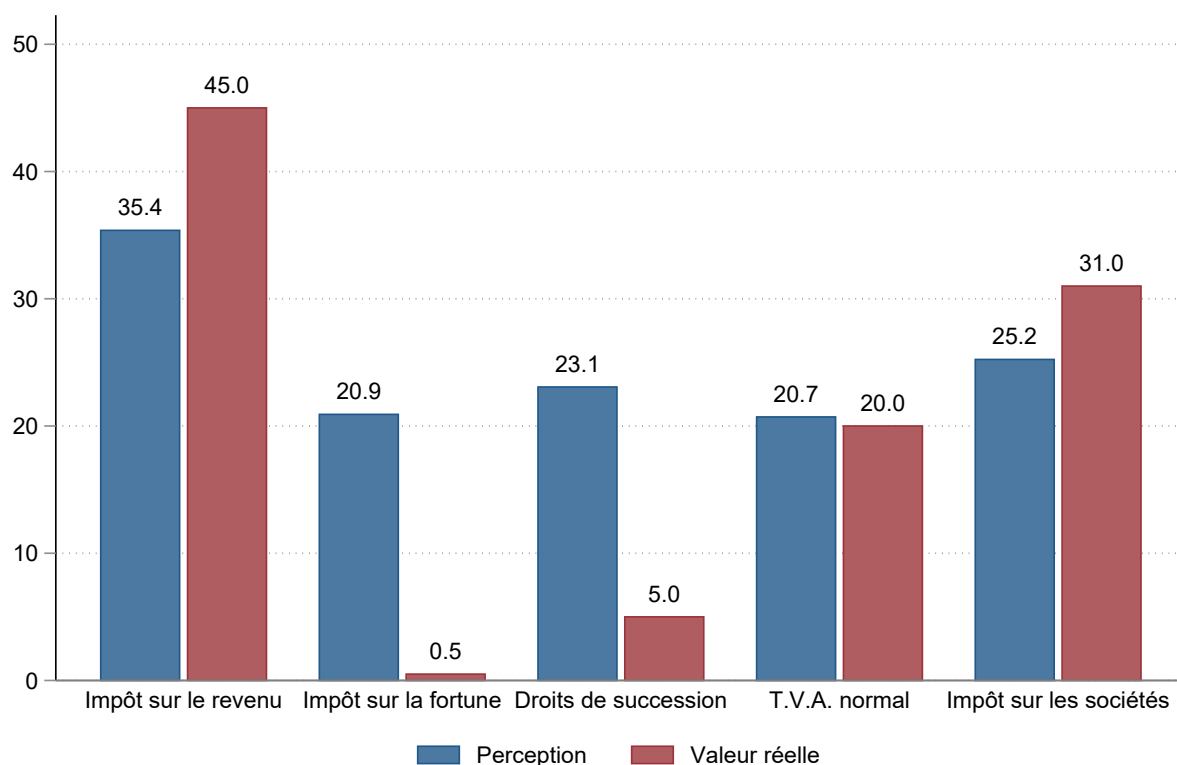
*Lecture:* Nous avons demandé aux répondants d'estimer la tranche de la part de richesse totale produite en France chaque année qui est prélevée sous forme d'impôts de taxes ou de cotisations sociales. Ce graphique représente, pour chaque tranche, la part des répondants à l'avoir sélectionnée. On peut lire "10% des répondants estiment que moins de 20% de la richesse totale produite en France chaque année est prélevée sous forme d'impôts, taxes ou cotisations sociales". 38% de l'échantillon a correctement répondu en choisissant "entre 40% et 60%". Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

FIGURE 9: QUEL IMPÔT OU TAXE GÉNÈRE LE PLUS DE REVENUS EN FRANCE?



*Lecture:* Ce graphique représente, pour chaque impôt, la part des répondants à penser qu'il s'agit de l'impôt générant le plus de recettes fiscales. On peut ainsi lire "25% des répondants pensent que l'impôt qui génère le plus de recettes fiscales est l'impôt sur le revenu". 54% de l'échantillon a correctement répondu en choisissant la TVA. Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.

FIGURE 10: TAUX D'IMPOSITION: PERCEPTIONS VS. RÉALITÉ



*Lecture:* Ce graphique représente les estimations directes des répondants pour différents taux d'impositions (en bleu) ainsi que les valeurs réelles de ces taux (en rouge). Pour l'impôt sur le revenu, l'estimation porte sur le taux marginal le plus élevé. Pour l'impôt sur la fortune et pour les droits de succession l'estimation porte sur le taux le plus bas. Pour la TVA l'estimation porte sur le taux normal de TVA. On peut lire "en moyenne les répondants estiment que le taux d'impôt sur le revenu le plus élevé est de 35.5%".

TABLE 16: RAISONS DU SUCCÈS ET ÉQUITÉ DU SYSTÈME FISCAL

	Riches par efforts personnels ou par circonstances (1)	Pauvres par manque d'efforts personnels ou par circonstances (2)	Système fiscal en France juste (3)
Femme	-0.07*** (0.03)	-0.10*** (0.03)	-0.05*** (0.02)
Age 30-49	-0.09*** (0.04)	-0.07** (0.04)	-0.05* (0.02)
Age 50-69	-0.25*** (0.04)	-0.21*** (0.04)	-0.07*** (0.03)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.03 (0.03)	0.01 (0.03)	0.02 (0.02)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.11*** (0.04)	0.09** (0.04)	0.04* (0.03)
Le Pen	-0.02 (0.04)	0.02 (0.04)	-0.08*** (0.03)
Fillon	0.11** (0.05)	0.09* (0.05)	-0.03 (0.03)
Melenchon et Hamon	-0.18*** (0.04)	-0.20*** (0.04)	-0.10*** (0.03)
Enfants	0.06** (0.03)	0.06** (0.03)	0.07*** (0.02)
Etudes supérieures	-0.04 (0.03)	-0.03 (0.03)	0.05*** (0.02)
Moyenne de l'échantillon	0.60	0.40	0.12
Observations	1490	1485	1492

*Lecture:* La première variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant pense que les personnes riches le sont par leurs efforts personnels, 0 s'il pense qu'elles le sont par des circonstances indépendantes de leur volonté. La moyenne pour cette variable se lit "60% de l'échantillon pense que les personnes riches le sont grâce à leurs efforts personnels". La deuxième variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant pense que les personnes pauvres le sont par manque d'efforts personnels, 0 s'il pense qu'elles le sont en raison de circonstances indépendantes de leur volonté. La moyenne se lit "40% de l'échantillon pense que les personnes pauvres le sont par manque d'efforts personnels". La dernière variable prend la valeur 1 si le répondant considère que le système fiscal en France est "juste" ou "très juste" (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "très injuste"). La moyenne pour cette dernière variable se lit "12% de l'échantillon considère que le système fiscal en France est juste ou très juste".

TABLE 17: L'ÉVASION FISCALE EST UN PROBLÈME CHEZ... :

	Personnes à hauts revenus (1)	Personnes avec un patrimoine important (2)	Grandes entreprises françaises (3)	Grandes entreprises étrangères ayant opérations en France (4)
Femme	-0.01 (0.03)	-0.00 (0.03)	-0.02 (0.03)	-0.04 (0.03)
Age 30-49	0.06 (0.04)	0.09** (0.04)	0.08** (0.04)	0.11*** (0.04)
Age 50-69	0.22*** (0.04)	0.24*** (0.04)	0.22*** (0.04)	0.27*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.06** (0.03)	0.04 (0.03)	0.07** (0.03)	0.05* (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.00 (0.04)	0.02 (0.04)	0.00 (0.04)	-0.01 (0.04)
Le Pen	-0.01 (0.04)	-0.02 (0.04)	-0.02 (0.04)	-0.02 (0.04)
Fillon	-0.09** (0.05)	-0.08 (0.05)	-0.10** (0.05)	-0.01 (0.05)
Melenchon et Hamon	0.05 (0.04)	0.01 (0.04)	0.04 (0.04)	0.04 (0.04)
Enfants	0.03 (0.03)	0.02 (0.03)	-0.01 (0.03)	0.01 (0.03)
Etudes supérieures	0.02 (0.03)	0.03 (0.03)	0.04 (0.03)	0.04 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.65	0.59	0.62	0.64
Observations	1489	1485	1487	1489

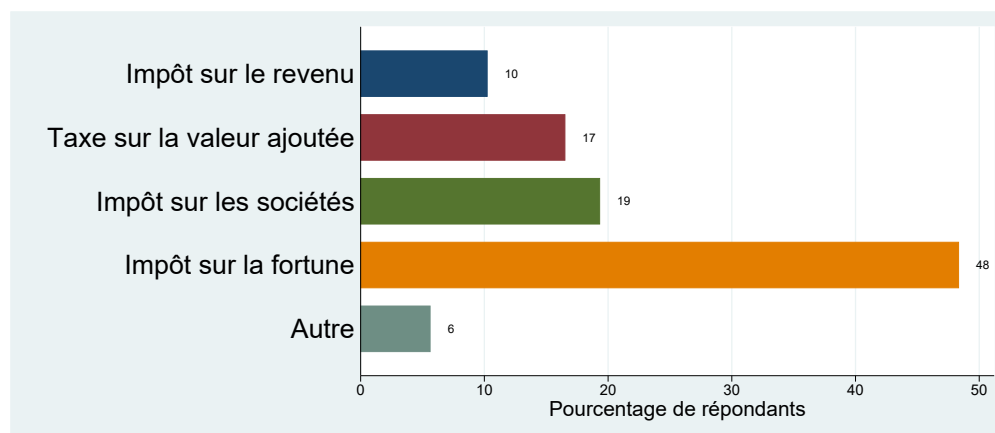
*Lecture:* Les variables dépendantes prennent la valeur 1 si le répondant déclare que l'évasion fiscale chez les agents en question est un problème sérieux ou très sérieux (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "pas du tout un problème" et 5 pour "problème très sérieux"). La moyenne pour la première variable se lit "65% des répondants pensent que l'évasion fiscale des personnes à hauts revenus est un problème sérieux ou très sérieux".

TABLE 18: LES TAXES ET IMPÔTS SUIVANTS SONT PLUTÔT OU TRÈS JUSTES

	Impôt sur le revenu (1)	Impôt sur la fortune (2)	Droits de succession (3)	Taxe sur la valeur ajouté (4)	Impôts sur les sociétés (5)
Femme	-0.02 (0.02)	-0.00 (0.03)	-0.07*** (0.02)	-0.06*** (0.02)	-0.03 (0.03)
Age 30-49	0.02 (0.03)	0.06 (0.04)	-0.06** (0.03)	-0.04 (0.03)	0.03 (0.04)
Age 50-69	0.08** (0.03)	0.18*** (0.04)	-0.08** (0.03)	-0.07* (0.03)	0.12*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.05* (0.03)	0.06* (0.03)	-0.04 (0.02)	0.04 (0.03)	0.05 (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	-0.00 (0.03)	-0.01 (0.04)	0.00 (0.03)	0.08** (0.03)	0.04 (0.04)
Le Pen	-0.07** (0.03)	-0.05 (0.04)	-0.05* (0.03)	-0.06* (0.03)	-0.06 (0.04)
Fillon	-0.03 (0.04)	-0.19*** (0.05)	-0.10*** (0.04)	0.12*** (0.04)	0.06 (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.07** (0.03)	0.02 (0.04)	-0.02 (0.03)	-0.10*** (0.03)	-0.04 (0.04)
Enfants	0.00 (0.02)	0.04 (0.03)	0.01 (0.02)	0.03 (0.02)	0.00 (0.03)
Etudes supérieures	0.05** (0.02)	-0.02 (0.03)	0.01 (0.02)	0.02 (0.02)	-0.01 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.22	0.42	0.16	0.23	0.37
Observations	1491	1482	1490	1488	0.37

*Lecture:* Pour chaque impôt, la variable dépendante correspondante prend la valeur 1 si le répondant considère l'impôt en question comme étant "juste" ou "très juste" (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour "très injuste". La moyenne pour la première variable se lit "22% de l'échantillon considère l'impôt sur le revenu comme étant juste ou très juste".

FIGURE 11: SI L'ETAT AUGMENTAIT SES DÉPENSES SANS S'ENDETTER D'AVANTAGE, QUEL IMPÔT AUGMENTER ?



*Lecture:* Ce graphique représente, pour chaque impôt, la part de répondants souhaitant augmenter cet impôt pour financer les dépenses supplémentaires de l'Etat. On peut lire "10% des répondants augmenteraient l'impôt sur le revenu pour financer une hausses des dépenses de l'Etat sans augmenter la dette publique". Les réponses étant mutuellement exclusives, la somme des barres est égale à 100.



TABLE 19: CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

	Je m'y intéresse beaucoup aux questions fiscales (1)	La politique fiscale a des effets directs importants ma vie (2)	Je paie trop d'impôts par rapport aux services publics dont je bénéficie (3)	Nombreuses personnes reçoivent aides publiques sans les mériter (4)
Femme	-0.15*** (0.02)	-0.07*** (0.03)	-0.01 (0.03)	0.02 (0.03)
Age 30-49	0.00 (0.03)	0.04 (0.04)	0.03 (0.04)	0.04 (0.04)
Age 50-69	-0.02 (0.03)	0.03 (0.04)	0.04 (0.04)	0.14*** (0.04)
Revenu moyen (20K€-60K€)	0.02 (0.03)	0.03 (0.03)	0.14*** (0.03)	0.16*** (0.03)
Revenu élevé (plus de 60K€)	0.08** (0.03)	0.08** (0.04)	0.16*** (0.04)	0.05 (0.04)
Le Pen	-0.07** (0.03)	0.02 (0.04)	0.13*** (0.04)	0.07* (0.04)
Fillon	-0.03 (0.04)	0.03 (0.05)	0.13** (0.05)	0.10** (0.05)
Melenchon et Hamon	-0.08** (0.03)	-0.00 (0.04)	0.03 (0.04)	-0.15*** (0.04)
Enfants	0.04* (0.02)	0.04 (0.03)	-0.00 (0.03)	0.00 (0.03)
Etudes supérieures	0.07*** (0.02)	0.10*** (0.03)	0.02 (0.03)	0.02 (0.03)
Moyenne de l'échantillon	0.22	0.34	0.48	0.61
Observations	0.22	1493	1488	1489

*Lecture:* La première variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant indique s'intéresser beaucoup aux questions fiscales et 0 s'il indique être peu ou pas du tout intéressé par les questions fiscales. La moyenne pour la première colonne se lit "22% de l'échantillon s'intéresse beaucoup aux questions fiscales". La deuxième variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant considère que la politique fiscale a beaucoup d'effets directs importants sur sa vie, 0 s'il pense qu'elle a peu ou pas d'effets directs importants sur sa vie. Les deux dernières variables prennent la valeur 1 si le répondant exprime être d'accord ou fortement d'accord avec les assertions proposées (sur une échelle de 1 à 5 avec 1 pour un fort désaccord). La moyenne pour la troisième variable se lit "48% de l'échantillon est d'accord ou fortement d'accord pour dire qu'il paie trop d'impôts par rapport aux services publics dont il bénéficie". Pour la dernière variable la moyenne se lit "61% de l'échantillon est d'accord ou fortement d'accord pour dire que de nombreuses personnes reçoivent des aides publiques sans les mériter".

# SURVEY QUESTIONNAIRE

## A-1 Background

- Quel est votre sexe? [*Homme; Femme*]
- Quel âge avez-vous? [*17 ou moins, 18, 19, 20, ..., 90 ou plus*]
- Dans quelle région vivez-vous? [*Ile-de-France; Haute Normandie; Centre; Basse Normandie; Pays de la Loire; Bretagne; Poitou - Charentes; Nord - Pas de Calais; Lorraine; Alsace; Franche Comté; Champagne Ardennes; Picardie; Bourgogne; Aquitaine; Midi - Pyrénées; Limousin; Rhône Alpes; Auvergne; Languedoc - Roussillon; Provence - Alpes - Côte d'Azur; Corse*]
- Quel est votre code postal? [*Texte*]
- Merci d'indiquer votre état matrimonial. [*Célibataire; Marié; Partenariat domestique (ex: PACS); Légalement séparés ou divorcés; Veuf*]
- Combien d'enfants avez-vous? [*Je n'ai pas d'enfants; 1; 2; 3; 4; 5 ou plus*]
- Quel était le revenu TOTAL de votre foyer, avant impôts, l'année dernière? [*0 € à 9 999 €; 10 000 € à 14 999 €; 15 000 € à 19 999 €; 20 000 € à 29 999 €; 30 000 € à 39 999 €; 40 000 € à 49 999 €; 50 000 € à 59 999 €; 60 000 € à 69 999 €; 70 000 € à 89 999 €; 90 000 € à 109 999 €; 110 000 € à 149 999 €; 150 000 € à 199 999 €; 200 000 € et supérieur*]
- Considérez maintenant le patrimoine de votre foyer, comme les actifs financiers, les biens immobiliers (y compris votre résidence principale), les actifs commerciaux, la propriété intellectuelle et les produits de luxe. Tenez également compte de vos dettes totales, telles que votre hypothèque, vos emprunts bancaires et vos dettes de découvert / carte de crédit. Quel est le patrimoine TOTAL de votre foyer, net de dette? [*Je dois plus de dettes que je ne possède de biens ; 0 € à 9 999 €; 10 000 € à 49 999 €; 50 000 € à 99 999 €; 100 000 € à 200 000 €; 200 000 € à 499 999 €; 500 000 € à 999 999 €; 1 000 000 € et supérieur*]
- Quel est le plus haut niveau d'études que vous avez atteint? (Si vous êtes actuellement étudiant(e), choisissez le plus haut niveau d'études que vous comptez atteindre). [*Pas d'éducation formelle; Ecole primaire; Brevet/certificat d'études ou moins; CAP/BEP (ou autres diplômes techniques) Baccalauréat professionnel ou technologique Baccalauréat général; Université (inachevée); Bac+2 (BTS, DUT ou autre); Bac+3 (Licence, Maîtrise); Bac+5 (Master, Grande Ecole); Doctorat/MBA ou autre formation au-delà du Bac+5.*]
- (SI MARIÉ / PARTENARIAT DOMESTIQUE) Quel est le plus haut niveau d'études que votre conjoint(e) a atteint ? (Si votre conjoint(e) est actuellement étudiant(e), choisissez le plus haut niveau d'études qu'il/elle compte atteindre). [*Pas d'éducation formelle; Ecole primaire; Brevet/certificat d'études ou moins; CAP/BEP (ou autres diplômes techniques) Baccalauréat professionnel ou technologique Baccalauréat général; Université (inachevée); Bac+2 (BTS, DUT ou autre); Bac+3 (Licence, Maîtrise); Bac+5 (Master, Grande Ecole); Doctorat/MBA ou autre formation au-delà du Bac+5.*]

- À l'heure actuelle, par rapport aux foyers français, diriez-vous que le revenu de votre foyer est: *[Très inférieur à la moyenne; inférieur à la moyenne; plus ou moins à la moyenne ; supérieur à la moyenne; très supérieur à la moyenne]*
- En matière de politique économique, où vous situez-vous? *[Extrême Gauche, Gauche, Centre,, Droite, Extrême Droite; Je ne me sens proche d'aucun courant (ou parti) politique]*
- Avez-vous voté aux dernières élections présidentielles? *[Oui ; Non]*
- (IF OUI:) Pour qui avez-vous voté au premier tour de la dernière élection présidentielle? *[Emmanuel MACRON; Marine LE PEN; François FILLON; Jean-Luc MELENCHON; Benoît HAMON; Nicolas DUPONT-AIGNAN; Jean LASSALLE; Philippe POUTOU; François ASSELINEAU; Nathalie ARTHAUD; Jacques CHEMINADE; Je ne veux pas répondre; Vote blanc]*
- (IF NON:) Même vous n'avez PAS voté au premier tour de la dernière élection présidentielle, pour qui auriez-voté ou quel candidat incarne le mieux vos opinions? *Emmanuel MACRON; Marine LE PEN; François FILLON; Jean-Luc MELENCHON; Benoît HAMON; Nicolas DUPONT-AIGNAN; Jean LASSALLE; Philippe POUTOU; François ASSELINEAU; Nathalie ARTHAUD; Jacques CHEMINADE; Je ne veux pas répondre; Vote blanc; je ne serais pas allé voter dans tous les cas]*
- Quelle est votre situation d'emploi actuelle? *[Employé à plein temps; Employé à temps partiel; Indépendant (y compris auto-entrepreneur) ou propriétaire d'une petite entreprise; Temporairement en chômage partiel; Chômeur et à la recherche d'un emploi; Étudiant; Inactif (par exemple: retraité, en incapacité de travailler en raison d'une maladie ou d'une invalidité de longue durée, parent à temps plein)]*
- (EN CAS DE CHÔMAGE:) Depuis combien de mois êtes-vous au chômage? *[mois]*
- (EN CAS DE CHÔMAGE:) Êtes-vous passé au chômage pendant la crise du COVID-19? *(Oui; Non)*
- (Si OUI:) Pensez-vous être réembauché une fois la pandémie terminée? *(Oui; Non; NSP)*
- SI MARIÉ / PARTENARIAT DOMESTIQUE Quelle est la situation professionnelle actuelle de votre conjoint? *[Employé à plein temps; Employé à temps partiel; Indépendant ou propriétaire d'une petite entreprise; Temporairement au chômage partiel; Chômeur et à la recherche d'un emploi; Étudiant; Inactif (par exemple: retraité, incapable de travailler en raison d'une maladie ou d'une invalidité de longue durée, parent à temps plein)]*

Nous allons maintenant vous poser quelques questions sur votre principal emploi rémunéré, c'est-à-dire celui où vous passez le plus d'heures. Pour toutes les questions relatives à votre emploi, veuillez répondre en ce qui concerne votre principal emploi rémunéré. Si vous êtes actuellement au chômage partiel ou au chômage, veuillez répondre en gardant à l'esprit votre dernier emploi principal. Si vous êtes indépendant, veuillez répondre par rapport à votre activité professionnelle principale.

- Quel est l'intitulé de votre poste? *[Texte]*
- Dans quel secteur travaillez-vous? *[Agriculture, forêts et pêche; Mines et carrières; Industrie manufacturière; Fourniture d'électricité ou de gaz; Approvisionnement en eau; Activités d'assainissement]*

*ou de gestion des déchets; Construction; Commerce de gros et de détail; Réparation de véhicules automobiles et de motos; Transport et stockage; Activités d'hébergement et de restauration; Information et communication; Activités financières et d'assurance; Activités immobilières; Administration publique et défense; Sécurité sociale; Éducation; Activités de santé humaine et de travail social; Arts, spectacles et loisirs; Services professionnels; Autres activités de service; Autre]*

## A-2 Connaissances et perceptions

- Vous intéressez-vous aux questions fiscales? *[Je m'y intéresse beaucoup ; Je m'y intéresse un peu; Je ne m'y intéresse pas.]*
- À quel(s) objectif(s) principal(aux) les impôts devraient-ils servir? Cochez toutes les cases qui s'appliquent  
Financer les services publics (comme les infrastructures ou l'enseignement scolaire. *Redistribuer les revenus et la richesse; Promouvoir des politiques économiques pour la croissance ou l'emploi; Autre (veuillez préciser).]*
- Pensez-vous que la politique fiscale a des effets directs importants sur votre propre vie? *[Beaucoup; un peu; pas beaucoup.]*
- Il y a 27 pays dans l'UE. Si le pays numéro 1 est le pays de l'UE avec le taux le plus élevé de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales) et le pays numéro 27 est le pays de l'UE avec le plus BAS taux de prélèvements obligatoires (qui incluent tous les impôts, taxes et cotisations sociales), quelle est la position de la France selon vous? *[Nombre]*
- Quand vous pensez aux impôts et à leur montant, quelles sont les principales considérations qui vous viennent à l'esprit? *[Texte]*
- Quelle part de la richesse totale produite en France chaque année est prélevée sous forme d'impôts, taxes et de cotisations sociales? *[de 20%; entre 20% et 40%; entre 40% et 60%; entre 60% et 80%; plus de 80%.]*
- Selon vous, quel impôt ou taxe génère le plus de revenus en France? *[Impôt sur le revenu; Impôt sur les sociétés; Impôt sur les successions (droits de successions); La nouvelle version de l'impôt sur la fortune; T.V.A. (Taxe sur la valeur ajoutée); Autres taxes.]*  
Les recettes fiscales nettes de l'État désignent le montant de l'ensemble des taxes et impôts collectées par l'État auxquels on a soustrait les dégrèvements et remboursements (par exemple quand un contribuable a payé un montant d'impôt supérieur à ce qu'il devait).
- Selon vous, quelle proportion des recettes fiscales totales nettes de l'État provient de l'impôt sur le revenu des particuliers? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%.]*
- Selon vous, quelle proportion de ménages paient un impôt sur le revenu non nul? *[Moins de 1% ; entre 1% et 10%; entre 10% et 25%; entre 25% et 50%; entre 50% et 75%; 75% ou plus]*
- Quel est le taux marginal d'impôt sur le revenu le plus élevé (hors charges sociales, CSG, etc.)? *[Nombre]*

- Quel est le seuil du revenu annuel (en euros) au-dessus duquel le taux maximal de l'impôt sur le revenu s'applique? *[Nombre]*
- Laquelle de ces phrases reflète le mieux votre opinion au sujet de l'impact que pourraient avoir des réductions d'impôts pour les foyers à hauts revenus sur le déficit public? *[Des réductions d'impôts pour les foyers à hauts revenus augmenteraient le déficit public à long terme car l'État recevrait moins de recettes fiscales nettes ; Des réductions d'impôts pour les foyers à hauts revenus diminueraient le déficit public à long terme car cela stimulerait l'économie et entraînerait davantage de recettes fiscales nettes pour l'État.]*
- Qu'en est-il selon vous de l'impact que pourraient avoir des réductions d'impôts pour les foyers de la classe moyenne sur le déficit public? *[Des réductions d'impôts pour les foyers de la classe moyenne augmenteraient le déficit public à long terme car l'État recevrait moins de recettes fiscales nettes ; Des réductions d'impôts pour les foyers de la classe moyenne diminueraient le déficit public à long terme car cela stimulerait l'économie et entraînerait davantage de recettes fiscales nettes pour l'État.]*
- Quel serait selon vous le moyen le plus efficace pour réduire les inégalités de revenus entre les foyers pauvres et les foyers riches? *[Diminuer les impôts sur les individus riches et les entreprises afin d'encourager l'investissement en faveur de la croissance économique ; Augmenter les impôts sur les individus riches et les entreprises afin de développer des politiques publiques en faveur des plus pauvres.]*
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à hauts revenus aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- La France a réformé l'impôt sur la fortune en 2018. Nous surnommons la nouvelle version de cette impôt 'nouvel impôt sur la fortune' , bien que ce ne soit pas le nom officiel. Parmi les classes d'actifs suivantes, à laquelle (ou auxquelles) s'applique actuellement le nouvel impôt sur la fortune? Cochez toutes les cases que vous pensez correctes. *[Patrimoine financier (actions boursières, parts d'entreprise, comptes d'épargne); Actifs commerciaux (part de propriété dans sa propre entreprise et actifs liés à sa propre entreprise); Immobilier; Produits de luxe (voitures, yachts, œuvres d'art).]*
- Selon vous, quelle part des recettes fiscales totales nettes de l'État provient du nouvel impôt sur la fortune? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%.]*
- Selon vous, quelle proportion de ménages paient un nouvel impôt sur la fortune non-nul? *[Moins de 1% ; entre 1% et 10%; entre 10% et 25%; entre 25% et 50%; entre 50% et 75%; 75% ou plus.]*
- Quel est le taux le plus bas du nouvel impôt sur la fortune qui s'applique au-dessus du seuil d'imposition? *[Nombre]*
- Quel est le seuil de richesse au-dessus duquel s'applique le nouvel impôt sur la fortune? *[Moins de 500 000 €; entre 500 000 € et 999 999 €; entre 1 000 000 € et 1 999 999 €; entre 2 000 000 € et 4 999 999 €; plus de 5 000 000 €]*

- Prenons un exemple concret. Alexandre possède un appartement luxueux dans lequel il habite. Il ne possède rien d'autre. La valeur de marché de l'appartement est 1 500 000 €. Quel montant de son patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Alexandre devra payer cet impôt? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Imaginons à présent qu'Alexandre vende son appartement. Il emménage dans un appartement de 200 000 € et achète un appartement d'une valeur de 1 300 000 € en tant que résidence secondaire où il passe ses vacances. Quel montant de son patrimoine immobilier sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Alexandre devra payer cet impôt? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Sophie possède des actions boursières d'une valeur totale de 1 500 000 €. Elle ne possède rien d'autre. Quel montant de son patrimoine sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Sophie devra payer des impôts? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Sylvie possède un restaurant d'une valeur de marché de 1 500 000 €. Elle ne possède rien d'autre. Quel montant de son patrimoine sera considéré comme au-delà du seuil d'imposition au nouvel impôt sur la fortune par les autorités fiscales et sur laquelle Sylvie devra payer des impôts? *[0 €; 140 000 €; 200 000 €; 700 000 €; 1 050 000 €; 1 500 000 €; Autre montant]*
- Selon vous, quelle part de l'ensemble des richesses en France est actuellement détenue par les groupes suivants, classés par richesse nette des ménages? Veuillez noter que le total doit correspondre à 100.
  - Top 1%;
  - 1 à 10% les plus riches (c'est-à-dire les 10% les plus riches, à l'exclusion des 1% les plus riches);
  - Top 10-50% (c'est-à-dire, top 50%, à l'exclusion des 10% top);
  - 50% inférieurs.
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur la fortune des foyers aisés aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- Les droits de succession sont des impôts sur le transfert de biens de la part d'une personne décédée. Quelle part des recettes fiscales totales nettes de l'État provient des droits de succession? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%]*
- Selon vous, parmi l'ensemble des successions, quelle proportion paie des droits de succession non nul? *[Moins que 1% ; entre 1% et 10%; entre 10% et 25%; entre 25% et 50%; entre 50% et 75%; 75% ou plus]*
- Une 'succession directe' désigne la transmission d'un patrimoine provenant d'un parent décédé à un enfant. Quel est le seuil de richesse qui peut être transmis par succession directe sans payer d'impôts

(c'est-à-dire sans payer les droits de succession)? *[Moins de 49 999 €; entre 50 000 € et 99 999 €; entre 100 000 € et 199 999 €; entre 200 000 € et 499 999 €; plus de 500 000 €]*

- Y a-t-il un taux unique de droits de succession ou plusieurs taux différents? *[Un taux unique ; plusieurs taux différents]*
- Si TAUX UNIQUE: Un héritage en succession direct est soumis aux droits de succession uniquement si la valeur des biens transmis est supérieure à 100 000€. Quel taux d'imposition s'applique sur ces successions directes? *[Nombre]*
- Si PLUSIEURS TAUX: Un héritage en succession direct est soumis aux droits de succession uniquement si la valeur des biens transmis est supérieure à 100 000€. Quel est le taux de droits de succession le plus bas qui s'applique sur ces successions directes? *[Nombre]*
- Selon vous, quel impact une augmentation des droits de succession aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation des droits de succession aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation des droits de succession n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France; augmentation des droits de succession aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- Chaque fois que quelqu'un achète un bien ou un service, l'État perçoit une taxe (appelée Taxe sur la valeur ajoutée, ou TVA). Quelle part des recettes fiscales totales nettes de l'État provient de la TVA? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%]*
- En France, il existe un taux de TVA normal et des taux de TVA réduits pour des secteurs spécifiques. Quel est le taux de TVA «normal»? *[Nombre]*
- Lequel des énoncés suivants décrit le mieux le montant de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) que les personnes à faibles et à hauts revenus paient en pourcentage de leur revenu total, en supposant qu'elles achètent les mêmes choses? *Les personnes à faibles revenus paient une part moins élevée de leur revenu en Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) que les personnes à revenu élevé; Les personnes à faibles revenus et élevé paient une part similaire de leur revenu en Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.); Les personnes à faibles revenus paient une part plus élevée de leurs revenus en TVA que les personnes à revenu élevé.]*
- Selon vous, quel impact une hausse de la TVA aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une hausse de la TVA aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une hausse de la TVA n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une hausse de la TVA aurait un impact positif sur l'activité économique en France.]*
- 'L'impôt sur les sociétés' (IS) est l'impôt que les entreprises doivent payer sur leurs bénéfices. Quelle proportion des recettes fiscales totales nettes de l'État provient de l'IS? *[Moins de 5% ; entre 5 et 10%; entre 10 et 20%; entre 20 et 30%; entre 30 et 40%; plus de 40%]*
- Quel est le taux d'impôt sur les sociétés en France? *[Nombre]*
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt*

*sur les sociétés des grandes entreprises n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur les profits des grandes entreprises aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*

- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des petites et moyennes entreprises (PME) aurait un impact positif sur l'activité économique en France]*
- Selon vous, quel impact une augmentation de l'impôt sur les sociétés des entreprises étrangères qui ont des activités en France aurait-elle sur l'activité économique en France ? *[augmentation de l'impôt sur les sociétés des sociétés étrangères qui ont des activités en France aurait un impact négatif sur l'activité économique en France; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des sociétés étrangères qui ont des activités en France n'aurait pas d'impact sur l'activité économique en France ; Une augmentation de l'impôt sur les sociétés des sociétés étrangères qui ont des activités en France aurait un impact positif sur l'activité économique en France.]*
- Quel pourcentage de l'ensemble des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat (général, technologique ou professionnel) selon vous (0% signifie qu'aucune personne née en France en 1990 n'a obtenu le diplôme du baccalauréat, 50% signifie que la moitié des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat , 100% signifie que la totalité des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat) *[Slider de 0 à 100]*
- Quel pourcentage de l'ensemble des personnes nées en France en 1990, a obtenu (ou obtiendra bientôt) un diplôme d'enseignement supérieur (BTS, licence, master, etc. . . ) selon vous (0% signifie qu'aucune personne née en France en 1990 n'a obtenu le diplôme du baccalauréat, 50% signifie que la moitié des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat , 100% signifie que la totalité des personnes nées en France en 1990 a obtenu le diplôme du baccalauréat? *[Slider de 0 à 100]*
- Selon vous, laquelle des catégories suivantes représente l'essentiel des dépenses publiques en France? Veuillez sélectionner et classer 3 catégories, par volume de dépense: 1 signifie la catégorie où les dépenses sont le plus élevées, 3 signifie la catégories avec les 3è dépenses les plus élevées. *[Services publics généraux (comprend les paiements relatifs à la dette de l'État); La Défense (armée, etc.); Ordre public et sécurité (police, etc.); Affaires économiques; Logement et équipements publics; Protection de l'environnement; Santé; Loisirs, culture et religion; Éducation; Protection sociale.]*

### A-3 Opinions sur l'équité fiscale

- Selon vous, pourquoi certaines personnes sont-elle pauvres? Merci de choisir la réponse la plus proche de vos idées? *[Manque d'efforts personnels; Circonstances indépendantes de leur volonté]*
- Selon vous, pourquoi certaines personnes sont-elle riches? Merci de choisir la réponse la plus proche de vos idées? *[Efforts personnels; Circonstances indépendantes de leur volonté]*



- Pensez-vous que le système fiscal en France est: [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Dans quelle mesure pensez-vous que l'évasion fiscale est un problème chez les catégories suivantes: [*échelle de 1 "Pas du tout un problème" à 5 "Un problème très grave"*]
  - Personnes à hauts revenus
  - Personnes avec un patrimoine important
  - Grandes entreprises françaises
  - Grandes entreprises étrangères ayant des activités en France
- Dans quelle mesure pensez-vous que les taxes et impôts suivants sont justes: [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
  - Impôt sur le revenu
  - Impôt sur la fortune
  - Droits de succession
  - Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)
  - Impôts sur les sociétés
- Dans quelle mesure pensez-vous que l'inégalité des revenus est un problème en France: [*échelle de 1 "Pas du tout un problème" à 5 "Un problème très grave"*]
- Pensez-vous qu'en France les ménages aisés paient leur juste part d'impôt sur le revenu? [*Paient beaucoup moins que leur juste part; Paient moins que leur juste part; Paient leur juste part; Paient plus que leur juste part; Paient beaucoup plus que leur juste part.*]
- Pensez-vous qu'en France les ménages de la classe moyenne paient leur juste part d'impôt sur le revenu? [*Paient beaucoup moins que leur juste part; Paient moins que leur juste part; Paient leur juste part; Paient plus que leur juste part; Paient beaucoup plus que leur juste part.*]
- Pensez-vous que les personnes les plus pauvres de la société devraient payer un impôt sur leurs revenus? [*Oui; Non*]
- Dans quelle mesure pensez-vous que les inégalités de patrimoine en France constituent un problème: [*échelle de 1 "Pas du tout un problème" à 5 "Un problème très grave"*]
- Pensez-vous que les ménages aisés en France paient aujourd'hui leur juste part d'impôt sur la fortune? [*Paient beaucoup moins que leur juste part; Paient moins que leur juste part; Paient leur juste part; Paient plus que leur juste part; Paient beaucoup plus que leur juste part.*]
- Pensez-vous qu'il est juste (ou injuste) que l'héritage de parents fortunés qui ont beaucoup travaillé et épargné et transmettent leur patrimoine à leurs enfants soit soumis aux droits de succession? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]

- Pensez-vous qu'il est juste (ou injuste) que l'héritage de parents fortunés qui ont eux-même hérité de la fortune de leurs parents et transmettent leur patrimoine à leurs enfants soit soumis aux droits de succession? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Pensez-vous qu'il est juste (ou injuste) que les enfants nés dans des familles très riches aient accès à de meilleures écoles, à de meilleurs soins médicaux, à de meilleurs quartiers et à de meilleurs réseaux personnels et professionnels que les enfants de familles moins riches? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Avec quelle affirmation êtes-vous le plus d'accord? [*Les parents riches devraient être autorisés à transmettre toute leur fortune à leurs enfants. Par conséquent, certains enfants commenceront leur propre vie avec une fortune bien supérieure uniquement parce qu'ils sont nés dans une famille plus riche; Les enfants ne devraient pas commencer leur vie avec une fortune bien supérieure simplement parce qu'ils sont nés dans une famille plus riche. Une partie de la fortune transmise par les parents à leurs enfants devrait donc être taxée, y compris pour les familles dont les parents ont travaillé dur.*]
- Que pensez-vous des montants d'impôts sur les sociétés que paient les acteurs économiques suivants ? : [1 «Elles ne payent pas du tout assez»; 5 «Elles payent beaucoup trop»]
  - Grandes entreprises françaises
  - Entreprises étrangères implantées en France
  - Petites et moyennes entreprises (PME) françaises
- Dans quelle mesure êtes-vous conscient(e) de payer la TVA lors de l'achat de biens ou de services [1- "Je n'y pense jamais", 2- J'y pense parfois, 3- J'y pense la plupart du temps, 4- J'y pense à chaque achat]
- Dans quelle mesure pensez-vous que la TVA est une taxe juste ou injuste? [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Dans quelle mesure pensez-vous que l'inégalité des chances est un problème en France? [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]
- Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: «Les enfants ont accès à un enseignement scolaire de qualité égale, même s'ils proviennent de milieux économiques différents». [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]
- Par rapport aux étudiants des pays de l'Union Européenne, pensez-vous que les étudiants français: [*ont des performances académiques inférieures; ont des performances académiques plus ou moins similaires; ont des performances académiques supérieures.*]
- Par rapport aux étudiants issus de familles pauvres des pays de l'Union Européenne, pensez-vous que les étudiants issus de familles pauvres en France: [*ont moins de chances de réussir à l'école; ont plus ou moins les mêmes chances de réussir à l'école; ont plus de chances de réussir à l'école.*]
- Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: «Les enfants issus de parcours scolaires similaires peuvent accéder à des types d'emplois similaires, même s'ils proviennent de milieux

économiques différents» [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]

- Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'énoncé suivant: «Je paie trop d'impôts par rapport aux prestations et services publics dont je bénéficie» [1. Pas du tout d'accord; 5. Tout à fait d'accord]  
Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant: «De nombreuses personnes reçoivent des aides publiques sans les mériter.» : [1. Pas du tout d'accord; 5. Tout à fait d'accord]

## A-4 Points de vue sur les politiques publiques idéales

- Si l'État augmentait ses dépenses totales sans s'endetter davantage, quelle taxe ou impôts pensez-vous qu'il faudrait augmenter? N'en choisir qu'un. [*Impôt sur le revenu; Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.); Impôt sur les sociétés; Impôt sur la fortune; Autre; Impôt sur le revenu.*]
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à revenu élevé? [*Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.*]
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'existence d'un impôt sur la fortune? [*Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.*]
- (EN CAS DE FAVORABLE OU TRES FAVORABLE:) Quelle devrait être selon vous la valeur du patrimoine au-delà de laquelle un impôt sur la fortune devrait s'appliquer? [*Texte*]
- À votre avis, sur quel type de possessions un impôt sur la fortune devrait-il s'appliquer? Cochez toutes les cases. [*Patrimoine financier (actions boursières, parts d'entreprise, comptes d'épargne); Actifs commerciaux (part de propriété dans sa propre entreprise et actifs liés à sa propre entreprise); Immobilier; Produits de luxe (voitures, yachts, œuvres d'art); Autre (veuillez préciser); Je ne pense pas qu'il devrait y avoir un impôt sur la fortune.*]
- Actuellement en France, le patrimoine immobilier est imposé mais les actifs financiers ne le sont pas. Pensez-vous que c'est: [*Très injuste; Plutôt injuste; Ni injuste, ni juste; Plutôt juste; Très juste.*]
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'augmentation des droits de succession sur la transmission de patrimoine d'une personne fortunée? [*Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.*]
- Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante: «Les droits de succession devraient être rendus plus progressifs, c'est-à-dire que les héritages de taille modeste et moyenne devraient être exonérés, alors que les héritages importants devraient être imposés à un taux plus élevé» [*Pas d'accord du tout; Plutôt pas d'accord; Ni d'accord ni pas d'accord; Plutôt d'accord; Tout à fait d'accord.*]
- Une taxe sur l'héritage devrait-elle exister? textit[Oui; Non]
- (SI OUI:) A votre avis, quel montant de biens ou d'argent chaque parent devrait pouvoir transmettre à ses enfants sans payer d'impôts? [*Texte*]
- Quelle affirmation reflète le mieux votre opinion? [*Les taux de Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) doivent être les mêmes pour toutes les catégories de biens et services; Les taux de Taxe sur la valeur*]

*ajoutée (T.V.A.) doivent être différenciés entre les catégories de biens et de services en fonction des individus qui les consomment le plus et du pouvoir d'achat de ces consommateurs; Les taux de Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) doivent être différenciés entre les catégories de biens et de services en fonction de leurs conséquences sur la santé ou l'environnement.]*

- Selon vous, l'impôt sur les sociétés pour les entreprises suivantes devrait être : grandes entreprises françaises devrait: *[être fortement augmenté, être augmenté, rester inchangé, être diminué, être très diminué.]*
  - Grandes entreprises françaises
  - Les grandes entreprises étrangères implantées en France
  - Les petites et moyennes entreprises (PME)
  - Les entreprises fournissant des produits et services digitaux
- En France, de nombreuses incitations fiscales pour attirer les entreprises étrangères ont des exigences d'investissement physique dans les régions où elles s'installent. Les entreprises étrangères qui souhaitent investir en France devraient-elles aussi être obligées de créer un certain nombre d'emplois "de qualité" pour bénéficier de réductions d'impôts de la part de l'État? *[Oui; Non]*
- Êtes-vous favorable ou opposé à l'augmentation des dépenses totales d'enseignement scolaire en France? *[Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.]*
- Pensez-vous que des dépenses supplémentaires devraient être allouées en priorité aux: *[crèches; maternelles; écoles primaires; collèges; lycées; universités.]*
- Êtes-vous favorable ou opposé à des dépenses publiques d'enseignement scolaire par étudiant plus élevées dans les zones les plus pauvres que dans les zones les plus aisées? *[Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.]*
- Êtes-vous favorable ou opposé à la prise en compte d'éléments socio-économique (tels que le revenu des parents) des candidats aux concours de l'enseignement supérieur? *[Très opposé; Plutôt opposé; Ni opposé, ni favorable; Plutôt favorable, Très favorable.]*

## A-5 Question de politique générale

Dans cette section, nous allons vous poser des questions sur votre soutien à différentes politiques publiques. Rappelez-vous que créer ou renforcer des politiques publiques coûte de l'argent, de telle sorte que les impôts seront peut-être augmentés ou d'autres publiques devront être diminuées ou annulées

- À votre avis, sur quelles catégories pensez-vous que les administrations publiques (État, collectivités locales, administration de la sécurité sociale) devraient dépenser le plus vos impôts (veuillez en sélectionner et classer 3) et sur quelles catégories pensez-vous que les administrations publiques devraient dépenser le moins vos impôts (veuillez en sélectionner et classer 3).  
*[Services publics généraux (y compris les paiements relatifs à la dette de l'État); La Défense (armée, etc.); Ordre public et sécurité (police, etc.); Affaires économiques; Protection environnementale; Logement et équipements collectifs; Santé; Loisirs, culture et religion; Éducation; Protection Sociale.]*

- Êtes-vous favorable ou opposé à offrir davantage de formations en alternance, (qui combinent une formation académique classique avec une expérience professionnelle), en partenariat entre les lycées / universités locales et les employeurs: [*Très opposé, plutôt opposé, ni opposé ni favorable, favorable, Très favorable*].
- Pensez-vous que les robots et les technologies qui remplacent le travail humain devraient être: [*moins taxées que le travail humain; autant taxées que le travail humain; davantage taxées que le travail humain*].

## A-6 Feedbacks

- Avez-vous eu l'impression que cette enquête était orientée politiquement? [*Oui, orientation politique de gauche; Oui, orientation politique de droite; Non, je ne pensais pas que cette enquête était orienté politiquement*]
- N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires ou impressions concernant cette enquête. [*Texte*].